



**2019/0254(COD)**

2.3.2020

# **AMENDEMENTS**

## **315 - 506**

**Projet de rapport**  
**Elsi Katainen**  
(PE646.753v01-00)

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (Feaga) en 2021, et modifiant les règlements (UE) n° 228/2013, (UE) n° 229/2013 et (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2021 et les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne leurs ressources et leur application en 2021

Proposition de règlement  
(COM(2019)0581 – C9-0162/2019 – 2019/0254(COD))



**Amendement 315**  
**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlements**

**Article 8 – paragraphe 1 – point -1 (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 17 – paragraphe 6 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(-1) à l'article 17, le paragraphe suivant est ajouté:**

**«6 bis. Les États membres peuvent continuer à prendre de nouveaux engagements juridiques vis-à-vis de bénéficiaires pendant la période transitoire visée au règlement (UE) .../... du Parlement européen et du Conseil [règlement de transition]. Les demandes de soutien présentées avant 2021 et non approuvées du fait du manque de dotation financière pour cette mesure dans le programme concerné restent admissibles pendant cette période transitoire.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)*

*Justification*

*Il convient de préciser, dans le présent règlement, la possibilité d'appliquer une période transitoire pour les demandes concernant des investissements physiques qui n'ont pas été approuvées au cours de la période de programmation actuelle du fait du manque de dotation financière.*

**Amendement 316**  
**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent

une période *plus courte, d'un an à trois ans*, dans leurs programmes de développement rural. *Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural;*

une période *de cinq à sept ans* dans leurs programmes de développement rural. *Cette mesure s'applique à condition que les personnes exécutant des opérations en vertu du présent article adaptent leurs pratiques conformément aux nouvelles règles, une fois que les règles fixées par le règlement (UE) .../... [règlement relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC] ont pris effet et que ces dépenses sont prévues dans le plan stratégique relevant de la PAC pour [2022-2027]. Si le soutien accordé aux bénéficiaires n'atteint pas le niveau accordé lors de la période de programmation précédente, les bénéficiaires ont la possibilité de se retirer de l'engagement juridique avant la fin de la période initiale.*

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### **Amendement 317**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

*Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans*

*Amendement*

Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

## Amendement 318

**Zbigniew Kuźmiuk, Krzysztof Jurgiel**

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à **trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à **cinq ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale, conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an à **cinq ans** dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*L'amendement établissant une période d'engagement inférieure à cinq ans en 2021 génère une charge administrative excessive, en particulier compte tenu du travail mené en parallèle sur le plan stratégique. Les engagements relevant des domaines de l'agriculture, de l'environnement, du climat et de l'écologie au titre des programmes de développement rural 2014-2020 sont pluriannuels. La meilleure solution consiste à donner aux États membres la possibilité de définir la durée des engagements pris en 2021 pour une période d'un an à cinq ans.*

## Amendement 319

Eric Andrieu

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – alinéa 1a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **fixent** une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent fixer** une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*La réduction de la durée des MAEC réduit l'ambition environnementale de ce dispositif et crée une complexité pour les États membres, les obligeant à créer de nouvelles mesures. La proposition de la Commission n'écarte pas les risques de chevauchements pour les engagements extérieurs. Le concept de la clause de révision de l'article 48 du règlement 1305/2013 est la solution appropriée pour adapter les engagements au futur cadre juridique. Toutefois, cette clause ne s'applique pas à tous les engagements antérieurs, en particulier ceux qui ne sont pas inclus dans le futur ecoscheme.*

## Amendement 320

Ivan David

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas **un an**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **d'un an** dans leurs programmes de développement rural.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas **trois ans**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **de trois ans** dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 321**

**Daniela Rondinelli, Dino Giarrusso**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – alinéa 1**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – alinéa 1- point a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale,

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **cinq** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale,

les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*Les États membres devraient avoir la possibilité de décider de la durée des nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, en fixant une période d'un an à cinq ans dans leurs programmes de développement rural.*

#### **Amendement 322**

**Mara Bizzotto, Angelo Ciocca, Massimo Casanova, Gilles Lebreton**

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 8 – paragraphe 1 – alinéa 1**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – alinéa 1- point a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **cing** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### **Amendement 323**

**Ivan David**



## Proposition de règlement

### Article 8 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'exécède pas **un an**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **d'un an** dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'exécède pas **deux ans**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **de deux ans** dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

## Amendement 324

Nicola Procaccini

## Proposition de règlement

### Article 8 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **plus courte, d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'exécède pas un an. À partir de 2021, pour les

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **de cinq à sept ans** dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'exécède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant

nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

## Amendement 325

Paolo De Castro, Pina Picierno

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 1 – alinéa 1

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – alinéa 1- point a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période **plus courte**, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période d'un an à **sept** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*L'amendement vise à permettre aux États membres de décider de la durée des nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, en fixant une période d'un an à sept ans dans leurs programmes de développement rural.*

**Amendement 326**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – alinéa 1a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **fixent** une période plus courte, **d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent fixer** une période plus courte dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 327**  
**Irène Tolleret**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 28 – paragraphe 5 – alinéa 1a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **fixent** une période plus courte, **d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent fixer** une période plus courte dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède

pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*La réduction de la durée des mesures agroenvironnementales et climatiques contribue à diminuer l'ambition environnementale de ce dispositif. De plus, ces mesures sont souvent basées sur un changement progressif des pratiques agricoles (par exemple une réduction progressive des pesticides), qui ne sont pas adaptées pour une durée inférieure à cinq ans.*

### **Amendement 328**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

### **Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

***Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural.*** Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

*Amendement*

Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

## Amendement 329

Álvaro Amaro

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 1 – point 2

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **plus courte, d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. **Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'exécède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.**

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **de cinq à sept ans** dans leurs programmes de développement rural. **Cette mesure s'applique à condition que les personnes exécutant des opérations en vertu du présent article adaptent leurs pratiques conformément aux nouvelles règles, une fois que les règles fixées par le règlement (UE) .../... [règlement relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC] ont pris effet et que ces dépenses sont prévues dans le plan stratégique relevant de la PAC pour [2022-2027]. Si le soutien accordé aux bénéficiaires n'atteint pas le niveau accordé lors de la période de programmation précédente, les bénéficiaires ont la possibilité de se retirer de l'engagement juridique avant la fin de la période initiale.**

Or. en

## Amendement 330

Zbigniew Kuźmiuk, Krzysztof Jurgiel

### Proposition de règlement

#### Article 8 – paragraphe 1 – point 2

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre

à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à **trois** ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à **cinq** ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an à **cinq ans** dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*L'amendement établissant une période d'engagement inférieure à cinq ans en 2021 génère une charge administrative excessive, en particulier compte tenu du travail mené en parallèle sur le plan stratégique. Les engagements relevant des domaines de l'agriculture, de l'environnement, du climat et de l'écologie au titre des programmes de développement rural 2014-2020 sont pluriannuels. La meilleure solution consiste à donner aux États membres la possibilité de définir la durée des engagements pris en 2021 pour une période d'un an à cinq ans.*

#### **Amendement 331** **Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**  
**Article 8 – paragraphe 1 – point 2**  
Règlement (UE) n° 1305/2013  
Article 29 – paragraphe 3 – alinéa 1a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **fixent** une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent fixer** une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour

l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*La réduction de la durée des MAEC réduit l'ambition environnementale de ce dispositif et crée une complexité pour les États membres, les obligeant à créer de nouvelles mesures. La proposition de la Commission n'écarte pas les risques de chevauchements pour les engagements extérieurs. Le concept de la clause de révision de l'article 48 du règlement 1305/2013 est la solution appropriée pour adapter les engagements au futur cadre juridique. Toutefois, cette clause ne s'applique pas à tous les engagements antérieurs en particulier ceux qui ne sont pas inclus dans le futur ecoscheme.*

## **Amendement 332** **Ivan David**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas **un an**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas **trois ans**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant

maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **d'un an** dans leurs programmes de développement rural.

le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **de trois ans** dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### **Amendement 333**

**Mara Bizzotto, Angelo Ciocca, Massimo Casanova, Gilles Lebreton**

#### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – alinéa 1- point a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **cinq** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*Les États membres devraient avoir la possibilité de décider de la durée des nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, en leur accordant une période d'application plus longue.*



## **Amendement 334**

**Daniela Rondinelli, Dino Giarrusso**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – alinéa 1- point a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **cinq** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*Les États membres devraient avoir la possibilité de décider de la durée des nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, en fixant une période d'un an à cinq ans dans leurs programmes de développement rural.*

## **Amendement 335**

**Ivan David**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas **un an**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **d'un an** dans leurs programmes de développement rural.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas **deux ans**. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période **de deux ans** dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 336**

**Nicola Procaccini**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **plus courte, d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **de cinq à sept ans** dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale,

exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### **Amendement 337**

**Paolo De Castro, Pina Picierno**

#### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – alinéa 1- point a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte d'un an à **sept** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an. À partir du début de la période transitoire, pour les nouveaux engagements succédant directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*L'amendement vise à permettre aux États membres de décider de la durée des nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, en fixant une période d'un an à sept ans dans leurs programmes de développement rural.*

**Amendement 338**  
**Irène Tolleret**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – alinéa 1a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **fixent** une période plus courte, **d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent fixer** une période plus courte, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

*Justification*

*La réduction de la durée des mesures en faveur de l'agriculture biologique contribue à diminuer l'ambition environnementale de ce dispositif. De plus, ces mesures sont souvent basées sur un changement progressif des pratiques agricoles (par exemple une réduction progressive des pesticides), qui ne sont pas adaptées pour une durée inférieure à cinq ans.*

**Amendement 339**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 29 – paragraphe 3 – alinéa 1a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **fixent** une période plus courte, **d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent fixer** une période plus courte dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle pour le maintien de l'agriculture biologique après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, la prolongation n'excède pas un an. À partir de 2021, pour les nouveaux engagements concernant le maintien de l'agriculture biologique qui succèdent directement à l'engagement exécuté pendant la période initiale, les États membres fixent une période d'un an dans leurs programmes de développement rural.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 340**

**Asim Ademov, Atidzhe Alieva-Veli, Daniel Buda, Michaela Šojdrová**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 2 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 31 – paragraphe 5

*Texte en vigueur*

5. Outre les paiements prévus au paragraphe 2, les États membres peuvent accorder des paiements au titre de la présente mesure, entre 2014 et 2020, aux bénéficiaires établis dans des zones qui étaient admissibles au titre de l'article 36, point a) ii), du règlement (CE) n° 1698/2005 au cours de la période de programmation 2007-2013. Pour les bénéficiaires établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la

*Amendement*

**(2 bis) à l'article 31, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:**

«5. Outre les paiements prévus au paragraphe 2, les États membres peuvent accorder des paiements au titre de la présente mesure, entre 2014 et 2020, aux bénéficiaires établis dans des zones qui étaient admissibles au titre de l'article 36, point a) ii), du règlement (CE) n° 1698/2005 au cours de la période de programmation 2007-2013. Pour les bénéficiaires établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la

nouvelle délimitation visée à l'article 32, paragraphe 3, ces paiements sont dégressifs sur une période maximale de quatre ans. Cette période débute à la date à laquelle la délimitation prévue à l'article 32, paragraphe 3, est achevée et en 2019 au plus tard. Ces paiements commencent à hauteur de 80 % au plus du paiement moyen fixé dans le programme pour la période de programmation 2007-2013, conformément à l'article 36, point a) ii), du règlement (CE) n° 1698/2005, et prennent fin **en 2020** au plus tard à hauteur de 20 % au plus. Lorsque l'application des résultats de la dégressivité dans le niveau du paiement atteint 25 EUR, l'État membre peut continuer à verser les montants à ce niveau jusqu'au terme de la période de suppression progressive des paiements.

Par dérogation au premier alinéa, lorsque des paiements dégressifs ne débutent qu'au cours de l'année 2019, ces paiements commencent à hauteur de 80 % au plus du paiement moyen fixé dans la période de programmation 2014-2020. Le niveau du paiement est établi de façon à ce que le niveau final en 2020 corresponde à la moitié du niveau de départ.

Une fois la délimitation effectuée, les bénéficiaires établis dans les zones qui restent admissibles reçoivent la totalité des paiements dans le cadre de cette mesure.

nouvelle délimitation visée à l'article 32, paragraphe 3, ces paiements sont dégressifs sur une période maximale de quatre ans. Cette période débute à la date à laquelle la délimitation prévue à l'article 32, paragraphe 3, est achevée et en 2019 au plus tard. Ces paiements commencent à hauteur de 80 % au plus du paiement moyen fixé dans le programme pour la période de programmation 2007-2013, conformément à l'article 36, point a) ii), du règlement (CE) n° 1698/2005, et prennent fin au plus tard **au terme de la période transitoire visée par le règlement (UE) .../... [règlement de transition]** à hauteur de 20 % au plus. Lorsque l'application des résultats de la dégressivité dans le niveau du paiement atteint 25 EUR, l'État membre peut continuer à verser les montants à ce niveau jusqu'au terme de la période de suppression progressive des paiements.

Par dérogation au premier alinéa, lorsque des paiements dégressifs ne débutent qu'au cours de l'année 2019, ces paiements commencent à hauteur de 80 % au plus du paiement moyen fixé dans la période de programmation 2014-2020. Le niveau du paiement est établi de façon à ce que le niveau final en 2020 corresponde à la moitié du niveau de départ. **Les États membres peuvent poursuivre leur soutien à ce niveau pendant la période transitoire visée par le règlement (UE) .../... [règlement de transition].**

Une fois la délimitation effectuée, les bénéficiaires établis dans les zones qui restent admissibles reçoivent la totalité des paiements dans le cadre de cette mesure.»

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*La prolongation de la période transitoire pour les zones soumises à des contraintes naturelles, qui ne sont plus admissibles à un soutien au titre de la nouvelle délimitation, assure une adaptation en douceur aux nouvelles conditions pour les agriculteurs de ces*

zones. L'amendement assure la sécurité et la continuité du soutien accordé aux agriculteurs européens issus de zones désavantagées pendant la période transitoire.

### **Amendement 341**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 8 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – deuxième alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

***Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural.*** Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas ***un an***.

*Amendement*

Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas ***la durée de la période transitoire***.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### **Amendement 342**

**Eric Andrieu**

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 8 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – alinéa 2a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres ***déterminent*** une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres ***peuvent déterminer*** une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements

initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### *Justification*

*La réduction de la durée des MAEC réduit l'ambition environnementale de ce dispositif et crée une complexité pour les États membres, les obligeant à créer de nouvelles mesures. La proposition de la Commission n'écarte pas les risques de chevauchements pour les engagements extérieurs. Le concept de la clause de révision de l'article 48 du règlement 1305/2013 est la solution appropriée pour adapter les engagements au futur cadre juridique. Toutefois, cette clause ne s'applique pas à tous les engagements antérieurs en particulier ceux qui ne sont pas inclus dans le futur ecoscheme.*

#### **Amendement 343**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – deuxième alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas **un an**.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas **trois ans**.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

#### **Amendement 344**

**Mara Bizzotto, Angelo Ciocca, Massimo Casanova, Gilles Lebreton**



## Proposition de règlement

### Article 8 – paragraphe 1 – point 3

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – alinéa 2- point a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **cinq** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

## Amendement 345

Ivan David

## Proposition de règlement

### Article 8 – paragraphe 1 – point 3

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – deuxième alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas **un an**.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période plus courte, d'un an à trois ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas **deux ans**.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 346**  
**Nicola Procaccini**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – deuxième alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période **plus courte**, d'un an à **trois** ans, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres fixent une période d'un an à **sept** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 347**  
**Paolo De Castro, Pina Picierno**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – alinéa 2- point a

*Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte, d'un an à **trois** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an.

*Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir du début de la période transitoire, les États membres déterminent une période plus courte d'un an à **sept** ans dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient une prolongation annuelle des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter du début de ladite période transitoire, la prolongation n'excède pas un an.

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

## Justification

Le présent amendement vise à permettre aux États membres de décider de la durée des nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, en fixant une période d'un an à sept ans dans leurs programmes de développement rural.

### Amendement 348

Anne Sander

#### Proposition de règlement

##### Article 8 – paragraphe 1 – point 3

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – alinéa 2a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **déterminent** une période plus courte, **d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent déterminer** une période plus courte dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### Amendement 349

Irène Tolleret

#### Proposition de règlement

##### Article 8 – paragraphe 1 – point 3

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 33 – paragraphe 2 – alinéa 2a

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **déterminent** une période plus courte, **d'un an à trois ans**, dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des

#### *Amendement*

Pour les nouveaux engagements à prendre à partir de 2021, les États membres **peuvent déterminer** une période plus courte dans leurs programmes de développement rural. Si les États membres prévoient un renouvellement annuel des

engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

engagements après la fin de la période initiale conformément au premier alinéa, à compter de 2021, le renouvellement n'excède pas un an.

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*La réduction de la durée des mesures en faveur du bien-être des animaux contribue à diminuer l'ambition environnementale de ce dispositif. De plus, ces mesures sont souvent basées sur un changement progressif des pratiques agricoles (par exemple une réduction progressive des pesticides), qui ne sont pas adaptées pour une durée inférieure à cinq ans.*

## **Amendement 350**

**Anne Sander**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 3 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 38 – paragraphe 3 – alinéa 2

#### *Texte actuel*

L'aide prévue à l'article 36, paragraphe 1, point b), ne peut être octroyée que pour couvrir les pertes causées par un phénomène climatique défavorable, par une maladie animale ou végétale, par un parasite ou par une mesure adoptée conformément à la directive 2000/29/CE pour éradiquer ou contenir une pathologie végétale ou une infestation parasitaire ou par un incident environnemental qui détruisent plus de **30** % de la production annuelle moyenne de l'agriculteur au cours des trois années précédentes ou de sa production moyenne triennale calculée sur la base des cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible. Il est possible de recourir à des indices pour calculer la production annuelle de l'agriculteur. La

#### *Amendement*

***(3 bis) à l'article 38, paragraphe 3, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:***

«L'aide prévue à l'article 36, paragraphe 1, point b), ne peut être octroyée que pour couvrir les pertes causées par un phénomène climatique défavorable, par une maladie animale ou végétale, par un parasite ou par une mesure adoptée conformément à la directive 2000/29/CE pour éradiquer ou contenir une pathologie végétale ou une infestation parasitaire ou par un incident environnemental qui détruisent plus de **20** % de la production annuelle moyenne de l'agriculteur au cours des trois années précédentes ou de sa production moyenne triennale calculée sur la base des cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible. Il est possible de recourir à des indices pour calculer la production annuelle de l'agriculteur. La

méthode de calcul utilisée permet de déterminer la perte réelle subie par un agriculteur au cours d'une année donnée.

méthode de calcul utilisée permet de déterminer la perte réelle subie par un agriculteur au cours d'une année donnée.»

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*Cet amendement vise à anticiper le passage au moins 20 % de pertes comme élément déclencheur des compensations en matière de gestion des risques. Il s'inscrit dans la foulée des modifications adoptées dans le cadre de l'Omnibus et dans la droite ligne de la proposition de la Commission à l'article 70 du règlement relatif aux plans stratégiques.*

## **Amendement 351**

**Paolo De Castro, Pina Picierno**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – alinéa 3 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 39 – paragraphe 1

#### *Texte actuel*

1. L'aide prévue à l'article 36, paragraphe 1, point c), n'est accordée que dans les cas où la baisse du revenu est supérieure à **30 %** du revenu annuel moyen de l'agriculteur concerné au cours des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible. Aux fins de l'article 36, paragraphe 1, point c), on entend par «revenus» la somme des recettes que l'agriculteur obtient du marché, y compris toute forme de soutien public, déduction faite des coûts des intrants. Les paiements effectués par le fonds de mutualisation aux agriculteurs compensent moins de 70 % de la perte de revenu au cours de l'année où le producteur devient éligible au bénéfice de cette aide. Il est possible de recourir à des indices pour calculer les pertes de revenu

#### *Amendement*

#### ***3 bis. à l'article 39, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:***

«1. L'aide prévue à l'article 36, paragraphe 1, point c), n'est accordée que dans les cas où la baisse du revenu est supérieure à **20 %** du revenu annuel moyen de l'agriculteur concerné au cours des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible. Aux fins de l'article 36, paragraphe 1, point c), on entend par "revenus" la somme des recettes que l'agriculteur obtient du marché, y compris toute forme de soutien public, déduction faite des coûts des intrants. Les paiements effectués par le fonds de mutualisation aux agriculteurs compensent moins de 70 % de la perte de revenu au cours de l'année où le producteur devient éligible au bénéfice de cette aide. Il est possible de recourir à des indices pour calculer les pertes de revenu annuelles de

annuelles de l'agriculteur.

l'agriculteur.»

Or. it

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*L'amendement a pour objectif d'harmoniser les seuils de perte de revenus (20 %) de tous les instruments de stabilisation des revenus, et de les aligner sur la proposition de règlement relatif aux plans stratégiques.*

## **Amendement 352**

**Anne Sander**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 8 – paragraphe 1 – point 3 ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 39 – paragraphe 1

#### *Texte actuel*

1. L'aide prévue à l'article 36, paragraphe 1, point c), n'est accordée que dans les cas où la baisse du revenu est supérieure à **30** % du revenu annuel moyen de l'agriculteur concerné au cours des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible. Aux fins de l'article 36, paragraphe 1, point c), on entend par "revenus", la somme des recettes que l'agriculteur obtient du marché, y compris toute forme de soutien public, déduction faite des coûts des intrants. Les paiements effectués par le fonds de mutualisation aux agriculteurs compensent moins de 70 % de la perte de revenu au cours de l'année où le producteur devient éligible au bénéfice de cette aide.

#### *Amendement*

***(3 ter) à l'article 39, le premier paragraphe est remplacé par le texte suivant:***

«1. L'aide prévue à l'article 36, paragraphe 1, point c), n'est accordée que dans les cas où la baisse du revenu est supérieure à **20** % du revenu annuel moyen de l'agriculteur concerné au cours des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible. Aux fins de l'article 36, paragraphe 1, point c), on entend par "revenus", la somme des recettes que l'agriculteur obtient du marché, y compris toute forme de soutien public, déduction faite des coûts des intrants. Les paiements effectués par le fonds de mutualisation aux agriculteurs compensent moins de 70 % de la perte de revenu au cours de l'année où le producteur devient éligible au bénéfice de cette aide.»

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*Cet amendement vise à anticiper le passage au moins 20 % de pertes comme élément déclencheur des compensations en matière de gestion des risques. Il s'inscrit dans la foulée des modifications adoptées dans le cadre de l'Omnibus et dans la droite ligne de la proposition de la Commission à l'article 70 du règlement relatif aux plans stratégiques.*

#### **Amendement 353**

**Zbigniew Kuźmiuk, Krzysztof Jurgiel**

#### **Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 5 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 51 – paragraphe 2 – deuxième alinéa bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(5 bis) à l'article 51, l'alinéa suivant est inséré après le deuxième alinéa:***

***«En 2021, pendant la période transitoire visée par le règlement (UE) .../... [règlement de transition], les États membres peuvent financer des tâches liées à la mise en œuvre de mesures du Feader concernant la période de programmation 2021-2027 par l'assistance technique du Feader de la période de programmation 2014-2020.»***

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)*

### *Justification*

*Il devrait être possible d'appliquer l'assistance technique de la période 2014-2020 aux activités liées à la mise en œuvre, pendant la période transitoire, des instruments du premier pilier de la PAC pour la période 2021-2027. Il devrait être possible de financer les mesures de mise en œuvre du Feader 2014-2020 du premier pilier 2021-2027 par l'assistance technique.*

#### **Amendement 354**

**Isabel Carvalhais**

#### **Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 6 – point a**

Règlement (UE) n° 1305/2013  
Article 58 – paragraphe 1 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Sans préjudice des paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le montant total du soutien de l'Union en faveur du développement rural dans le cadre du présent règlement pour la période **allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021** ne peut dépasser **11 258 707 816** EUR en prix courants, conformément au cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027.

*Amendement*

Sans préjudice des paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le montant total du soutien de l'Union en faveur du développement rural dans le cadre du présent règlement pour la période **transitoire** ne peut dépasser **X\*** EUR en prix courants, conformément au cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

**Amendement 355**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 6 – point a**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 58 – paragraphe 1 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Sans préjudice des paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le montant total du soutien de l'Union en faveur du développement rural dans le cadre du présent règlement pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021 ne peut dépasser **11 258 707 816** EUR en prix courants, conformément au cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027.

*Amendement*

Sans préjudice des paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le montant total du soutien de l'Union en faveur du développement rural dans le cadre du présent règlement pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021 ne peut dépasser **X\*** EUR en prix courants, conformément au cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**



(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### **Amendement 356**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 8 – paragraphe 1 – point 6 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 59 – paragraphe 5

*Texte en vigueur*

*Amendement*

5. Une part de 5 % au moins, et de 2,5 % dans le cas de la Croatie, de la participation totale du Feader au programme de développement rural *est* réservée à Leader.

**(6 bis) à l'article 59, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:**

«5. Une part de 5 % au moins, et de 2,5 % dans le cas de la Croatie, de la participation totale du Feader au programme de développement rural *peut être* réservée à Leader.»

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1305-20190301&from=FR>)

### **Amendement 357**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 8 – paragraphe 1 – point 6 ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 59 – paragraphe 5

*Texte en vigueur*

*Amendement*

5. Une part de 5 % au moins, et de 2,5 % dans le cas de la Croatie, de la participation totale du Feader au programme de développement rural est réservée à Leader.

**(6 ter) à l'article 59, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:**

«5. Une part de 5 % au moins, et de 2,5 % dans le cas de la Croatie, de la participation totale du Feader au programme de développement rural *pour la période 2014-2020* est réservée à Leader.»

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1305-20190301&from=FR>)

**Amendement 358**

**Martin Hlaváček**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 6 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 59 – paragraphe 5

*Texte en vigueur*

*Amendement*

5. Une part de 5 % au moins, et de 2,5 % dans le cas de la Croatie, de la participation totale du Feader au programme de développement rural *est* réservée à Leader.

**(6 bis) à l'article 59, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:**

«5. Une part de 5 % au moins, et de 2,5 % dans le cas de la Croatie, de la participation totale du Feader au programme de développement rural **peut être** réservée à Leader.»

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

*Justification*

*Les États membres devraient être autorisés à décider de la nécessité ou non d'utiliser la nouvelle contribution pour Leader conformément à la disposition transitoire.*

**Amendement 359**

**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 8 – paragraphe 1 – point 9 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Article 82 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(9 bis) l'article suivant est ajouté à la fin du titre VIII:**

**«Article 82 bis**

**Mesures fiscales nationales**

**Afin de limiter les effets de la variabilité des revenus, les articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union**

*européenne ne s'appliquent pas aux mesures fiscales nationales en vertu desquelles les États membres décident de s'écarter des règles fiscales générales en autorisant le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu appliqué aux agriculteurs sur la base d'une période pluriannuelle, y compris en différant une partie de l'assiette de l'impôt, ou en permettant l'exclusion des montants placés sur un compte d'épargne agricole dédié.»*

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)

### *Justification*

*Cet amendement vise à anticiper l'application d'une nouvelle mesure réglementaire proposée dans le cadre du règlement COM(2018)392 relatif aux plans stratégiques relevant de la PAC en son article 133 et adopté par la Commission Agriculture en avril 2019. Elle vise à permettre aux agriculteurs de constituer des régimes d'épargnes de précaution sans pour autant tomber sous le régime des aides d'États.*

### **Amendement 360** **Anne Sander**

**Proposition de règlement**  
**Article 9 – paragraphe 1 – point -1 (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 25

#### *Texte actuel*

Article 25  
Réserve pour les crises dans le secteur agricole  
Une réserve destinée à apporter un soutien supplémentaire au secteur agricole en cas de crises majeures affectant la production ou la distribution agricole (ci-après dénommée "réserve en cas de crise agricole") est constituée **en appliquant**, au début de chaque **exercice**, **une réduction aux paiements directs** dans le **cadre du**

#### *Amendement*

**(-1) l'article 25 est remplacé par le texte suivant:**

“Article 25  
Réserve pour les crises dans le secteur agricole  
Une réserve destinée à apporter un soutien supplémentaire au secteur agricole en cas de crises majeures affectant la production ou la distribution agricole (ci-après dénommée «réserve en cas de crise agricole») est constituée au début de chaque **année** dans le **Feaga**.

***mécanisme de discipline financière visé à l'article 26.***

Le montant total de la réserve s'élève à 2 800 millions d'euros, réparti en tranches annuelles égales de 400 millions d'euros (prix de 2011) pour la période 2014-2020, et est intégré à la rubrique 2 du cadre financier pluriannuel figurant à l'annexe du règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013.

Le montant total de la réserve s'élève à 2 800 millions d'euros, réparti en tranches annuelles égales de 400 millions d'euros (prix de 2011) pour la période 2014-2020, et est intégré à la rubrique 2 du cadre financier pluriannuel figurant à l'annexe du règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013.

***Pour 2021, le montant de la réserve est de 400 millions d'euros (aux prix de 2011) et est inclus, en plus des budgets du Feaga et du Feader, dans la rubrique 3 du cadre financier pluriannuel conformément à l'annexe du règlement (UE) [xxxx/xxxx] [CFP] du Conseil.***

***Au début des années suivantes, le montant de la réserve est au moins égal au montant initial alloué en 2021 et est ajusté par la procédure budgétaire annuelle ou au cours de l'année le cas échéant en fonction de l'évolution des crises de marchés ou des perspectives l'année en cours ou l'année suivante et en tenant compte des recettes disponibles affectées au Feaga ou des marges disponibles au titre du sous-plafond du Feaga.***

***Dans le cas où ces crédits disponibles ne sont pas suffisants, la discipline financière peut être utilisée en dernier ressort pour financer la réserve jusqu'à concurrence du montant de l'année 2021 visé au troisième alinéa.***

***Par dérogation à l'article 12, paragraphe 2, point d), du règlement financier, les crédits non engagés de la réserve sont reportés sans limite de temps pour financer la réserve au cours des exercices suivants.»***

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R1306&from=FR>)*

## Justification

Conformément à la position sur le cadre financier pluriannuel du Parlement européen, cet amendement vise à indiquer dans l'article sur la réserve de crise que le capital initial d'une telle réserve pour la période 2021-2027 devrait s'ajouter au budget de la PAC et être placé dans la réserve au début de la période de programmation. Par ailleurs, afin de ne pas perdre cet argent au terme de la première année, la réforme du fonctionnement de la réserve devrait être anticipée pour permettre le report des fonds non engagés de 2021 aux années suivantes.

### Amendement 361

Anne Sander

#### Proposition de règlement

##### Article 9 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 25 – paragraphe 2 bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(1) à l'article 25, le troisième alinéa** **supprimé**  
**suivant est ajouté:**

***‘Pour 2021, le montant de la réserve est de 400 millions EUR (aux prix de 2011) et est inclus dans la rubrique 3 du cadre financier pluriannuel conformément à l'annexe du règlement (UE) [xxxx/xxxx] \* [CFP] du Conseil.***

---

***\* Règlement (UE) [...] du Conseil du [...] fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 (JO...).***

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R1306&from=FR>)*

### Amendement 362

Ivan David

#### Proposition de règlement

##### Article 9 – paragraphe 1 – point 1

Règlement (UE) n° 1306/2013

Article 25 – paragraphe 2 bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour 2021, le montant de la réserve est de 400 millions EUR (aux prix de 2011) et est inclus dans la rubrique 3 du cadre financier pluriannuel conformément à l'annexe du règlement (UE) [xxxx/xxxx] \* [CFP] du Conseil.

*Amendement*

Pour 2021 **et 2022**, le montant de la réserve est de 400 millions EUR (aux prix de 2011) et est inclus dans la rubrique 3 du cadre financier pluriannuel conformément à l'annexe du règlement (UE) [xxxx/xxxx] \* [CFP] du Conseil.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R1306&from=FR>)*

**Amendement 363**

**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 9 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1306/2013

Article 25 – paragraphe 2 bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour 2021, le montant de la réserve est de 400 millions EUR (aux prix de 2011) et est inclus dans la rubrique 3 du cadre financier pluriannuel conformément à l'annexe du règlement (UE) [xxxx/xxxx] \* [CFP] du Conseil.

*Amendement*

Pour 2021, **2022 et 2023**, le montant de la réserve est de 400 millions EUR (aux prix de 2011) et est inclus dans la rubrique 3 du cadre financier pluriannuel conformément à l'annexe du règlement (UE) [xxxx/xxxx] \* [CFP] du Conseil.

Or. en

**Amendement 364**

**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point -1 (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 1 – paragraphe 1 – point b – point iii

*Texte actuel*

iii) un paiement redistributif *facultatif*;

*Amendement*

**(-1) à l'article premier, l'alinéa iii) du point b) du premier paragraphe est remplacé par le texte suivant:**

«iii) un paiement redistributif *obligatoire*;»

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R1307&from=fr#d1553e1319-608-1>)

**Amendement 365**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point -1 bis (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 1 – paragraphe 1 – point b – point ix

*Texte actuel*

ix) un régime simplifié **facultatif** pour les petits agriculteurs;

*Amendement*

**(-1 bis) à l'article premier, l'alinéa ix) du point b) du premier paragraphe est remplacé par le texte suivant:**

«ix) un régime simplifié **obligatoire** pour les petits agriculteurs;»

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R1307&from=fr#d1553e1319-608-1>)

**Amendement 366**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point -1 ter (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 11 – paragraphe 1

*Texte actuel*

1. Les États membres réduisent le montant des paiements directs à octroyer à un agriculteur conformément au titre III, chapitre 1, pour une année civile donnée **d'au moins 5 %** pour la partie du montant supérieure à **150 000 EUR**.

*Amendement*

**(-1 ter) à l'article 11, le premier paragraphe est remplacé par le texte suivant:**

«1. Les États membres réduisent le montant des paiements directs à octroyer à un agriculteur conformément au titre III, chapitre 1, pour une année civile donnée **de 100 %** pour la partie du montant supérieure à **60 000 EUR**.»

Or. fr

**Amendement 367**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point -1 quater (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 11 – paragraphe 2

*Texte actuel*

2. Avant d'appliquer le paragraphe 1, les États membres peuvent soustraire les salaires liés à une activité agricole effectivement versés et déclarés par l'agriculteur au cours de l'année civile précédente, y compris les impôts et cotisations sociales relatives à l'emploi, du montant des paiements directs à octroyer à l'agriculteur conformément au titre III, chapitre 1, pour une année civile donnée. Lorsqu'aucune donnée n'est disponible concernant les salaires effectivement versés et déclarés par l'agriculteur au cours de l'année civile précédente, les données disponibles les plus récentes sont utilisées.

*Amendement*

**(-1 quater) à l'article 11, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:**

«2. Avant d'appliquer le paragraphe 1, les États membres peuvent soustraire, **dans la limite de cinq unités de travail annuel déclaré par l'agriculteur concerné**, les salaires liés à une activité agricole effectivement versés et déclarés par l'agriculteur au cours de l'année civile précédente, y compris les impôts et cotisations sociales relatives à l'emploi, du montant des paiements directs à octroyer à l'agriculteur conformément au titre III, chapitre 1, pour une année civile donnée. Lorsqu'aucune donnée n'est disponible concernant les salaires effectivement versés et déclarés par l'agriculteur au cours de l'année civile précédente, les données disponibles les plus récentes sont utilisées.»

Or. fr

**Amendement 368**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point -1 quinquies (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 11 – paragraphe 3



*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(-1 quinquies) à l'article 11, le  
paragraphe 3 est supprimé.**

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

### **Amendement 369**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 10 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 11 – paragraphe 6 – troisième alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

En ce qui concerne l'année 2021, les États membres notifient à la Commission les décisions prises conformément au présent article ainsi que tout produit estimé des réductions pour le 1<sup>er</sup> août 2020 au plus tard.

En ce qui concerne l'année 2021, les États membres notifient à la Commission les décisions prises conformément au présent article ainsi que tout produit estimé des réductions pour le 1<sup>er</sup> août 2020 au plus tard **et, en ce qui concerne l'année 2022, pour le 1<sup>er</sup> août 2021 au plus tard.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### **Amendement 370**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 10 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 11 – paragraphe 6 – troisième alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

En ce qui concerne l'année 2021, les États membres notifient à la Commission les décisions prises conformément au présent article ainsi que tout produit estimé des réductions pour le 1<sup>er</sup> août 2020 au plus

En ce qui concerne l'année 2021, les États membres notifient à la Commission les décisions prises conformément au présent article ainsi que tout produit estimé des réductions pour le 1<sup>er</sup> août 2020 au plus

tard.

tard, *en ce qui concerne l'année 2022, pour le 1<sup>er</sup> août 2021 au plus tard et, en ce qui concerne l'année 2023, pour le 1<sup>er</sup> août 2022 au plus tard.*

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)

### **Amendement 371**

**Norbert Lins, Christine Schneider, Mairead McGuinness, Marlene Mortler, Peter Jahr, Lena Düpont**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point a**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 1 – sixième alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Au plus tard le **1<sup>er</sup> août** 2020, les États membres peuvent décider d'affecter, à titre de soutien supplémentaire financé au titre du Feader au cours de l'exercice 2022, jusqu'à 15 % de leurs plafonds nationaux annuels pour l'année civile 2021 fixés à l'annexe II du présent règlement. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour l'octroi de paiements directs. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le **1<sup>er</sup> août** 2020 et précise le pourcentage choisi.

#### *Amendement*

Au plus tard le **31 décembre** 2020, les États membres peuvent décider d'affecter, à titre de soutien supplémentaire financé au titre du Feader au cours de l'exercice 2022, jusqu'à 15 % de leurs plafonds nationaux annuels pour l'année civile 2021 fixés à l'annexe II du présent règlement. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour l'octroi de paiements directs. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le **31 décembre** 2020 et précise le pourcentage choisi.

Or. de

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)

#### *Justification*

*Le processus législatif nécessaire ne pourra pas être mené à son terme d'ici le 1<sup>er</sup> août 2020.*

### **Amendement 372**

**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point a bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 1 – sixième alinéa ter (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(a bis) au paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:***

***«Au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2021, les États membres peuvent décider d'affecter, à titre de soutien supplémentaire financé au titre du Feader au cours de l'exercice 2023, jusqu'à 15 % de leurs plafonds nationaux annuels pour l'année civile 2022 fixés à l'annexe II du présent règlement. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour l'octroi de paiements directs. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2021 et précise le pourcentage choisi.»***

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 373**

**Norbert Lins, Christine Schneider, Marlene Mortler, Peter Jahr, Lena Düpont**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point a bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 1 – sixième alinéa ter (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***a bis) au paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:***

***«Lorsque l'article -1, paragraphe 2, du règlement (UE) .../... [règlement de transition] s'applique, les États membres peuvent décider, au plus tard le 31 décembre 2021, d'affecter, à titre de soutien supplémentaire financé au titre du Feader au cours de l'exercice 2023, jusqu'à 15 % de leurs plafonds nationaux***

*annuels pour l'année civile 2022 fixés à l'annexe II du présent règlement. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour l'octroi de paiements directs. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le 31 décembre 2021 et précise le pourcentage choisi.»;*

Or. de

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 374**  
**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point a ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 1 – sixième alinéa quater (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(a ter) au paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:*

*«Au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2022, les États membres peuvent décider d'affecter, à titre de soutien supplémentaire financé au titre du Feader au cours de l'exercice 2023, jusqu'à 15 % de leurs plafonds nationaux annuels pour l'année civile 2023 fixés à l'annexe II du présent règlement. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour l'octroi de paiements directs. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2022 et précise le pourcentage choisi.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 375**

**Norbert Lins, Christine Schneider, Mairead McGuinness, Marlene Mortler, Peter Jahr, Lena Düpont**

## Proposition de règlement

### Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point b

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 2 – sixième alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

D'ici au **1<sup>er</sup> août** 2020, les États membres qui ne prennent pas la décision visée au paragraphe 1 pour l'exercice 2022 peuvent décider d'affecter, à titre de paiements directs, jusqu'à 15 % ou, dans le cas de la Bulgarie, de l'Estonie, de l'Espagne, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Finlande et de la Suède, jusqu'à 25 % du montant attribué au soutien financé par le Feader au cours de l'exercice 2022 par la législation de l'Union adoptée après l'adoption du règlement (UE) [xxxx/xxxx]\* du Conseil [CPF]. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour le soutien financé par le Feader. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le **1<sup>er</sup> août** 2020 et précise le pourcentage choisi.

#### *Amendement*

D'ici au **31 décembre** 2020, les États membres qui ne prennent pas la décision visée au paragraphe 1 pour l'exercice 2022 peuvent décider d'affecter, à titre de paiements directs, jusqu'à 15 % ou, dans le cas de la Bulgarie, de l'Estonie, de l'Espagne, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Finlande et de la Suède, jusqu'à 25 % du montant attribué au soutien financé par le Feader au cours de l'exercice 2022 par la législation de l'Union adoptée après l'adoption du règlement (UE) [xxxx/xxxx]\* du Conseil [CPF]. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour le soutien financé par le Feader. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le **31 décembre** 2020 et précise le pourcentage choisi.

Or. de

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### *Justification*

*Le processus législatif nécessaire ne pourra pas être mené à son terme d'ici le 1<sup>er</sup> août 2020.*

## Amendement 376

Ivan David

## Proposition de règlement

### Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point b bis (nouveau)

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 2 – sixième alinéa ter (nouveau)

**(b bis) au paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:**

**«D'ici au 1<sup>er</sup> août 2021, les États membres qui ne prennent pas la décision visée au paragraphe 1 pour l'exercice 2023 peuvent décider d'affecter, à titre de paiements directs, jusqu'à 15 % ou, dans le cas de la Bulgarie, de l'Estonie, de l'Espagne, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Finlande et de la Suède, jusqu'à 25 % du montant attribué au soutien financé par le Feader au cours de l'exercice 2023 par la législation de l'Union adoptée après l'adoption du règlement (UE) [xxxx/xxxx]\* du Conseil [CPF]. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour le soutien financé par le Feader. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2021 et précise le pourcentage choisi.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### **Amendement 377**

**Norbert Lins, Christine Schneider, Marlene Mortler, Peter Jahr, Lena Düpont**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point b bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

**Article 14 – paragraphe 2 – sixième alinéa ter (nouveau)**

**b bis) au paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:**

**«Lorsque l'article -1, paragraphe 2, du règlement (UE) .../... [règlement de transition] s'applique, les États membres qui ne prennent pas la décision visée au**

*paragraphe 1 du présent article pour l'exercice 2023 peuvent décider, au plus tard le 31 décembre 2021, d'affecter, à titre de paiements directs, jusqu'à 15 % ou, dans le cas de la Bulgarie, de l'Estonie, de l'Espagne, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Finlande et de la Suède, jusqu'à 25 % du montant attribué au soutien financé par le Feader au cours de l'exercice 2023 par la législation de l'Union adoptée après l'adoption du règlement (UE) [xxxx/xxxx] du Conseil [CFP]. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour le soutien financé par le Feader. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le 31 décembre 2021 et précise le pourcentage choisi.»;*

Or. de

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

## **Amendement 378**

**Ivan David**

### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 2 – point b ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 14 – paragraphe 2 – paragraphe 6 quater (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(b ter) au paragraphe 2, l'alinéa suivant est ajouté:*

*«D'ici au 1<sup>er</sup> août 2022, les États membres qui ne prennent pas la décision visée au paragraphe 1 pour l'exercice 2024 peuvent décider d'affecter, à titre de paiements directs, jusqu'à 15 % ou, dans le cas de la Bulgarie, de l'Estonie, de l'Espagne, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Finlande et de la Suède, jusqu'à 25 % du*

*montant attribué au soutien financé par le Feader au cours de l'exercice 2024 par la législation de l'Union adoptée après l'adoption du règlement (UE) [xxxx/xxxx]\* du Conseil [CPF]. Par conséquent, le montant correspondant n'est plus disponible pour le soutien financé par le Feader. Cette décision est notifiée à la Commission au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2022 et précise le pourcentage choisi.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### **Amendement 379**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

#### **Article 10 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 15 bis – Titre

*Texte proposé par la Commission*

Notifications pour *l'année civile* 2021

*Amendement*

Notifications pour *les années civiles* 2021  
*et 2022*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### **Amendement 380**

**Ivan David**

#### **Proposition de règlement**

#### **Article 10 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 15 bis – Titre

*Texte proposé par la Commission*

Notifications pour *l'année civile* 2021

*Amendement*

Notifications pour *les années civiles* 2021,  
*2022 et 2023*

Or. en



*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

## **Amendement 381**

**Ivan David**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 10 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 15 bis – paragraphe 1

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour l'année civile **2021**, les États membres communiquent, au plus tard le 1<sup>er</sup> août **2020**, les pourcentages du plafond national annuel visé à l'article 22, paragraphe 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, et à l'article 53, paragraphe 6.

#### *Amendement*

Pour l'année civile **2022**, les États membres communiquent, au plus tard le 1<sup>er</sup> août **2021**, les pourcentages du plafond national annuel visé à l'article 22, paragraphe 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, et à l'article 53, paragraphe 6.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

## **Amendement 382**

**Ivan David**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 10 – paragraphe 1 – point 3**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 15bis – paragraphe 1 bis (nouveau)

#### *Texte proposé par la Commission*

#### *Amendement*

***Pour l'année civile 2023, les États membres communiquent, au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2022, les pourcentages du plafond national annuel visé à l'article 22, paragraphe 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, et à l'article 53, paragraphe 6.***

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

## **Amendement 383**

**Ivan David**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 10 – paragraphe 1 – point 4**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 22 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

#### *Texte proposé par la Commission*

Pour *l'année civile* 2021, si le plafond d'un État membre fixé par la Commission conformément au paragraphe 1 est différent de celui de l'année précédente à la suite d'une modification du montant établi à l'annexe II ou à la suite de toute décision prise par cet État membre conformément au paragraphe 3 du présent article, à l'article 14, paragraphe 1 ou 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, ou à l'article 53, l'État membre concerné procède à une réduction ou une augmentation linéaire de la valeur de tous les droits au paiement et/ou à la réduction ou à l'augmentation de la réserve nationale ou des réserves régionales afin de garantir le respect des dispositions du paragraphe 4 du présent article.

#### *Amendement*

Pour *les années civiles* 2021 *et* 2022, si le plafond d'un État membre fixé par la Commission conformément au paragraphe 1 est différent de celui de l'année précédente à la suite d'une modification du montant établi à l'annexe II ou à la suite de toute décision prise par cet État membre conformément au paragraphe 3 du présent article, à l'article 14, paragraphe 1 ou 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, ou à l'article 53, l'État membre concerné procède à une réduction ou une augmentation linéaire de la valeur de tous les droits au paiement et/ou à la réduction ou à l'augmentation de la réserve nationale ou des réserves régionales afin de garantir le respect des dispositions du paragraphe 4 du présent article.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

## **Amendement 384**

**Ivan David**

### **Proposition de règlement**

#### **Article 10 – paragraphe 1 – point 4**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 22 – paragraphe 5 – premier alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

Pour *l'année civile* 2021, si le plafond d'un État membre fixé par la Commission conformément au paragraphe 1 est différent de celui de l'année précédente à la suite d'une modification du montant établi à l'annexe II ou à la suite de toute décision prise par cet État membre conformément au paragraphe 3 du présent article, à l'article 14, paragraphe 1 ou 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, ou à l'article 53, l'État membre concerné procède à une réduction ou une augmentation linéaire de la valeur de tous les droits au paiement et/ou à la réduction ou à l'augmentation de la réserve nationale ou des réserves régionales afin de garantir le respect des dispositions du paragraphe 4 du présent article.

*Amendement*

Pour *les années civiles* 2021, 2022 et 2023, si le plafond d'un État membre fixé par la Commission conformément au paragraphe 1 est différent de celui de l'année précédente à la suite d'une modification du montant établi à l'annexe II ou à la suite de toute décision prise par cet État membre conformément au paragraphe 3 du présent article, à l'article 14, paragraphe 1 ou 2, à l'article 42, paragraphe 1, à l'article 49, paragraphe 1, à l'article 51, paragraphe 1, ou à l'article 53, l'État membre concerné procède à une réduction ou une augmentation linéaire de la valeur de tous les droits au paiement et/ou à la réduction ou à l'augmentation de la réserve nationale ou des réserves régionales afin de garantir le respect des dispositions du paragraphe 4 du présent article.

Or. en

**Amendement 385**

**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 5 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 23 – paragraphe 6 – troisième alinéa ter (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(5 bis) à l'article 23, paragraphe 6, l'alinéa suivant est ajouté:**

**«Pour l'année civile 2022, les États membres appliquant le paragraphe 1, premier alinéa, notifient à la Commission les décisions visées aux paragraphes 2 et 3 au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2021.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 386**  
**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 5 ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 23 – paragraphe 6 – troisième alinéa quater (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(5 ter) à l'article 23, paragraphe 6,  
l'alinéa suivant est ajouté:**

**«Pour l'année civile 2023, les États membres appliquant le paragraphe 1, premier alinéa, notifient à la Commission les décisions visées aux paragraphes 2 et 3 au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2022.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 387**  
**Luke Ming Flanagan**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 6**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 25 – paragraphe 11 – premier alinéa – partie introductive

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

Après avoir procédé à l'adaptation visée à l'article 22, paragraphe 5, les États membres qui ont fait usage de la dérogation prévue au paragraphe 4 du présent article **peuvent décider** que les droits au paiement détenus par les agriculteurs le 31 décembre 2019 et ayant une valeur unitaire nationale ou régionale inférieure pour l'année 2020, calculée conformément au deuxième alinéa du présent paragraphe, **ont** leur valeur unitaire augmentée pour atteindre la valeur unitaire nationale ou régionale **pour l'année 2020**. L'augmentation est calculée conformément aux conditions suivantes:

Après avoir procédé à l'adaptation visée à l'article 22, paragraphe 5, les États membres qui ont fait usage de la dérogation prévue au paragraphe 4 du présent article **veillent à ce** que les droits au paiement détenus par les agriculteurs le 31 décembre 2019 et ayant une valeur unitaire nationale ou régionale inférieure pour l'année 2020, calculée conformément au deuxième alinéa du présent paragraphe, **aient** leur valeur unitaire augmentée pour atteindre la valeur unitaire nationale ou régionale **pendant la période transitoire**. L'augmentation est calculée conformément aux conditions suivantes:

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)

### *Justification*

*La pleine convergence des paiements par hectare est un objectif supérieur de la PAC; la décision de permettre aux États membres de décider que les droits au paiement détenus par les agriculteurs au 31 décembre 2019 ne seraient pas totalement convergents constituait une dérogation à cet objectif, prévue à l'article 25, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1307/2013. Ce serait incohérent par rapport à la position du Parlement visant à répondre à cet objectif d'interrompre le processus de convergence pendant la période transitoire.*

### **Amendement 388**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 6**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 25 – paragraphe 11 – troisième alinéa

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*Par dérogation au premier alinéa, les États membres qui ont fait usage de la dérogation prévue au paragraphe 4 peuvent décider de maintenir la valeur des droits au paiement calculée conformément audit paragraphe, sous réserve de l'adaptation visée à l'article 22, paragraphe 5.*

*supprimé*

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)

### **Amendement 389**

**Luke Ming Flanagan**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 6**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 25 – paragraphe 11 – troisième alinéa<sup>3</sup>

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***Par dérogation au premier alinéa, les États membres qui ont fait usage de la dérogation prévue au paragraphe 4 peuvent décider de maintenir la valeur des droits au paiement calculée conformément audit paragraphe, sous réserve de l'adaptation visée à l'article 22, paragraphe 5.***

***supprimé***

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

*Justification*

*La pleine convergence des paiements par hectare est un objectif supérieur de la PAC, la décision de permettre aux États membres de décider que les droits au paiement détenus par les agriculteurs au 31 décembre 2019 ne seraient pas totalement convergents constituait une dérogation à cet objectif, prévue à l'article 25, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1307/2013. Ce serait incohérent par rapport à la position du Parlement visant à répondre à cet objectif d'interrompre le processus de convergence pendant la période transitoire.*

**Amendement 390**  
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 7**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 25 – paragraphe 12

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

12. Pour ***l'année civile 2021***, les États membres ***peuvent décider d'***opérer une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

12. Pour ***toute la période d'application du présent règlement***, les États membres ***opèrent*** une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 391**  
**Ivan David**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 7**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 25 – paragraphe 12

*Texte proposé par la Commission*

12. Pour *l'année civile* 2021, les États membres peuvent décider d'opérer une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

*Amendement*

12. Pour *les années civiles* 2021 **et 2022**, les États membres peuvent décider d'opérer une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 392**  
**Ivan David**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 7**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 25 – paragraphe 12

*Texte proposé par la Commission*

12. Pour *l'année civile* 2021, les États membres peuvent décider d'opérer une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

*Amendement*

12. Pour *les années civiles* 2021, **2022 et 2023**, les États membres peuvent décider d'opérer une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 393**  
**Luke Ming Flanagan**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 7**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 25 – paragraphe 12

*Texte proposé par la Commission*

12. **Pour l'année civile 2021**, les États membres **peuvent décider d'opérer** une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée.

*Amendement*

12. **Pendant la période transitoire**, les États membres **opèrent** une nouvelle convergence interne en appliquant le paragraphe 11 à l'année concernée **ou aux années concernées**.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)

*Justification*

*La pleine convergence des paiements par hectare est un objectif supérieur de la PAC, la décision de permettre aux États membres de décider que les droits au paiement détenus par les agriculteurs au 31 décembre 2019 ne seraient pas totalement convergents constituait une dérogation à cet objectif, prévue à l'article 25, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1307/2013. Ce serait incohérent par rapport à la position du Parlement visant à répondre à cet objectif d'interrompre le processus de convergence pendant la période transitoire.*

**Amendement 394**

**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 8**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 29 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**Pour l'année civile 2022, les États membres notifient leurs décisions visées à l'article 25, paragraphe 12, au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2021.**

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)

**Amendement 395**

**Ivan David**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 8**



Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 29 – paragraphe 2 ter (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***Pour l'année civile 2023, les États membres notifient leurs décisions visées à l'article 25, paragraphe 12, au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2022.***

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 396**  
**Ivan David**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 9**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 30 – paragraphe 8 – troisième alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

En ce qui concerne les attributions à partir de la réserve en 2021, le montant de la réserve à exclure conformément au deuxième alinéa est adapté conformément à l'article 22, paragraphe 5, deuxième alinéa. Pour les attributions à partir de la réserve en 2021, le troisième alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas.

En ce qui concerne les attributions à partir de la réserve en 2021 **et 2022**, le montant de la réserve à exclure conformément au deuxième alinéa est adapté conformément à l'article 22, paragraphe 5, deuxième alinéa. Pour les attributions à partir de la réserve en 2021 **et 2022**, le troisième alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 397**  
**Ivan David**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 9**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 30 – paragraphe 8 – troisième alinéa bis

*Texte proposé par la Commission*

En ce qui concerne les attributions à partir de la réserve en 2021, le montant de la réserve à exclure conformément au deuxième alinéa est adapté conformément à l'article 22, paragraphe 5, deuxième alinéa. Pour les attributions à partir de la réserve en 2021, le troisième alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas.

*Amendement*

En ce qui concerne les attributions à partir de la réserve en 2021, **2022 et 2023**, le montant de la réserve à exclure conformément au deuxième alinéa est adapté conformément à l'article 22, paragraphe 5, deuxième alinéa. Pour les attributions à partir de la réserve en 2021, **2022 et 2023**, le troisième alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 398**

**Zbigniew Kuźmiuk, Krzysztof Jurgiel**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 10 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 1

*Texte en vigueur*

1. Les États membres appliquant le régime de paiement unique à la surface conformément à l'article 36 peuvent décider d'octroyer une aide nationale transitoire pour la période 2015 à **2020**.

*Amendement*

**(10 bis) à l'article 37, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:**

«1. Les États membres appliquant le régime de paiement unique à la surface conformément à l'article 36 peuvent décider d'octroyer une aide nationale transitoire pour la période 2015 à **2021**.»

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

*Justification*

*Les dispositions transitoires doivent permettre de poursuivre l'application du soutien national de transition actuel visé à l'article 37 du règlement (UE) n° 1307/2013.*

## Amendement 399

Daniel Buda, Michaela Šojdrová

### Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 1 – point 10 bis (nouveau)

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 1 – premier alinéa bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(10 bis) à l'article 37,  
paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:**

**«Les États membres qui octroient une aide nationale de transition en 2020 peuvent continuer à le faire pendant la période transitoire visée à l'article -1 du règlement (UE) .../... [règlement de transition] et peuvent prolonger l'aide nationale de transition après l'entrée en vigueur du nouveau règlement sur la PAC. Les États membres peuvent adapter les dotations financières par secteur, modifier les secteurs et modifier les conditions d'octroi de soutien individuel.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

## Amendement 400

Ivan David

### Proposition de règlement

Article 10 – paragraphe 1 – point 10 bis (nouveau)

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 1 – premier alinéa bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(10 bis) à l'article 37,  
paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:**

**«Les États membres qui octroient une aide nationale de transition en 2020 peuvent continuer à le faire jusqu'à la fin de la période transitoire visée à l'article -1 du règlement (UE) .../... [règlement de**

*transition].*

*Les États membres peuvent adapter les dotations financières par secteur, modifier les secteurs et modifier les conditions d’octroi de soutien individuel.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### **Amendement 401**

**Michaela Šojdrová, Franc Bogovič, Daniel Buda, Asim Ademov, Martin Hlaváček, Atidzhe Alieva-Veli**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 10 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 1 – premier alinéa bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(10 bis) à l’article 37,  
paragraphe 1, l’alinéa suivant est ajouté:*

*«Les États membres qui octroient une aide nationale de transition en 2020 peuvent continuer à le faire pendant la période transitoire visée à l’article -1 du règlement (UE) .../... [règlement de transition]. Les États membres peuvent adapter les dotations financières par secteur, modifier les secteurs et modifier les conditions d’octroi de soutien individuel.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### **Amendement 402**

**Carmen Avram**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 10 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 1 – premier alinéa bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(10 bis) à l'article 37,  
paragraphe 1, l'alinéa suivant est ajouté:**

**«Les États membres qui octroient une aide nationale de transition en 2020 peuvent continuer à le faire jusqu'à la fin de la période transitoire visée à l'article -1 du règlement, et peuvent être en mesure de maintenir l'aide nationale de transition après la fin de la période transitoire, après l'entrée en vigueur des nouveaux règlements sur la PAC.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### **Amendement 403**

**Zbigniew Kuźmiuk, Krzysztof Jurgiel**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 10 ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 4 – tiret 6 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(10 ter) à l'article 37,  
paragraphe 4, le tiret suivant est ajouté:**  
**– 50 % en 2021.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### *Justification*

*Les dispositions transitoires doivent permettre de poursuivre l'application du soutien national de transition actuel visé à l'article 37 du règlement (UE) n° 1307/2013.*

#### **Amendement 404**

**Daniel Buda**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 10 ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 4 – tiret 6 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**10 ter.** à l'article 37, paragraphe 4, le tiret suivant est ajouté:

– 50 % en 2021.

Or. ro

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 405**

**Daniel Buda**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 10 quater (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 37 – paragraphe 4 – tiret 6 ter (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**10 quater.** à l'article 37, paragraphe 4, le tiret suivant est ajouté:

– 50 % en 2022, le cas échéant.

Or. ro

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 406**

**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 11 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 41 – paragraphe 4

*Texte actuel*

*Amendement*

**(11 bis)** à l'article 41, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant :

4. Le paiement redistributif est calculé chaque année par les États membres en multipliant un montant déterminé par l'État membre **et ne pouvant dépasser 65 % du paiement moyen national ou régional par hectare** par le nombre de droits au paiement activés par l'agriculteur conformément à l'article 33, paragraphe 1, ou par le nombre d'hectares admissibles déclarés par l'agriculteur conformément à l'article 36, paragraphe 1 bis. Le nombre de ces hectares donnant **droits** au paiement ne peut dépasser un maximum à fixer par les États membres sans pouvoir être supérieur à 30 hectares ou la taille moyenne des exploitations agricoles définie à l'annexe VIII si cette moyenne dépasse 30 hectares dans l'État membre concerné.

«4. Le paiement redistributif est calculé chaque année par les États membres en multipliant un montant déterminé par l'État membre par le nombre de droits au paiement activés par l'agriculteur conformément à l'article 33, paragraphe 1, ou par le nombre d'hectares admissibles déclarés par l'agriculteur conformément à l'article 36, paragraphe 1 bis. Le nombre de ces hectares donnant **droit** au paiement ne peut dépasser un maximum à fixer par les États membres sans pouvoir être supérieur à 30 hectares ou la taille moyenne des exploitations agricoles définie à l'annexe VIII si cette moyenne dépasse 30 hectares dans l'État membre concerné.»

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

#### **Amendement 407** **Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 11 ter (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 42 – paragraphe 1

*Texte actuel*

1. Afin de financer le paiement redistributif, les États membres peuvent décider, au plus tard à la date visée à l'article 41, paragraphe 1, d'utiliser **jusqu'à** 30 % du plafond national annuel établi à l'annexe II. Ils notifient toute décision en ce sens à la Commission au plus tard à cette date.

*Amendement*

**(11 ter) à l'article 42, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:**

«1. Afin de financer le paiement redistributif, les États membres peuvent décider, au plus tard à la date visée à l'article 41, paragraphe 1, d'utiliser **une part qui n'est pas inférieure à** 30 % du plafond national annuel établi à l'annexe II. Ils notifient toute décision en ce sens à la Commission au plus tard à cette date.»

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307->)*

**Amendement 408**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 bis (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 43 – paragraphe 2 – point a

*Texte actuel*

*Amendement*

**(12 bis) à l'article 43,  
paragraphe 2, le point a) est remplacé par  
le texte suivant:**

a) **diversification** des cultures;

a) **rotation** des cultures;

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

**Amendement 409**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 ter (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 43 – paragraphe 2 – point c

*Texte actuel*

*Amendement*

**(12 ter) à l'article 43,  
paragraphe 2, le point c) est remplacé par  
le texte suivant:**

c) disposer **d'une surface d'intérêt  
écologique** sur la surface agricole.

c) disposer **d'infrastructures  
agro-écologiques** sur la surface agricole.

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

**Amendement 410**  
**Daniela Rondinelli, Dino Giarrusso**



## **Proposition de règlement**

### **Article 10 – paragraphe 1 – alinéa 12 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 43 – paragraphe 3 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***(12 bis) à l'article 43, le paragraphe suivant est inséré:***

***«3 bis. Les États membres peuvent mettre à la disposition des agriculteurs une aide pour l'adoption de pratiques conduisant à une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre. Parmi ces pratiques, l'agriculture numérique (agriculture de précision) doit être considérée comme une pratique culturale appropriée aux fins de l'équivalence des mesures qui seront prévues pour la conditionnalité/l'écologisation ou comme une pratique plus vertueuse que les pratiques équivalentes prévues pour l'écologisation. Dans ce cas, un paiement supplémentaire devrait être accordé aux agriculteurs qui adoptent cette pratique.»***

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### *Justification*

*Les agriculteurs ayant droit à un paiement au titre du régime de paiement de base ou du régime de paiement unique à la surface, lesquels entraînent une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre afin de parvenir à la neutralité carbone ou à la séquestration nette du carbone, devraient bénéficier d'un paiement supplémentaire. À cette fin, il serait nécessaire d'établir une liste des pratiques impliquant une telle réduction, notamment l'agriculture de précision, qui devrait être reconnue comme une pratique agricole appropriée.*

## **Amendement 411**

**Mara Bizzotto, Angelo Ciocca, Massimo Casanova, Gilles Lebreton**

## **Proposition de règlement**

### **Article 10 – paragraphe 1 – alinéa 12 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 43 – paragraphe 3 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(12 bis) à l'article 43, le paragraphe suivant est inséré:**

**«3 bis. Les États membres peuvent mettre à la disposition des agriculteurs une aide pour l'adoption de pratiques conduisant à une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture numérique (agriculture de précision) non seulement répond à l'exigence d'équivalence avec les actions qui seront prévues pour la conditionnalité/l'écologisation, mais est reconnue comme la pratique la plus efficace pour atteindre et dépasser les objectifs. En vertu de ce principe, un paiement supplémentaire devrait être accordé aux agriculteurs qui adoptent cette pratique.»**

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

*Justification*

*L'agriculture de précision doit être considérée comme une pratique culturelle appropriée aux fins de l'équivalence des mesures qui seront prévues pour la conditionnalité/l'écologisation ou comme une pratique plus vertueuse que les pratiques équivalentes prévues pour l'écologisation. Dans ce cas, un paiement supplémentaire devrait être accordé aux agriculteurs qui adoptent cette pratique.*

## **Amendement 412**

**Paolo De Castro, Dacian Cioloș**

### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 43 – paragraphe 4 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(12 bis) à l'article 43, le paragraphe suivant est inséré:**

**«4 bis. Les régimes ayant pour objectif la neutralité carbone et composés des pratiques agricoles visées à l'annexe IX bis sont équivalents aux pratiques visées au paragraphe 2.**

**Lors de l'établissement de ces régimes, les États membres peuvent utiliser des pratiques supplémentaires équivalentes, qui seront soumises à l'évaluation et à l'approbation de la Commission.**

**Le niveau de paiement varie selon le niveau d'ambition de chaque pratique, sur la base de critères non discriminatoires, afin de constituer une incitation efficace à la participation.»**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### *Justification*

*La lutte contre le changement climatique exige des mesures urgentes pour respecter les engagements de l'Union dans le cadre du pacte vert et ouvrir la voie à des réductions supplémentaires des émissions de gaz à effet de serre en vue de la neutralité carbone. Par conséquent, l'amendement vise à rendre les dispositions actuelles d'«écologisation» plus ambitieuses et à améliorer la gestion et l'utilisation, par les agriculteurs, des terres et des ressources naturelles de l'Union européenne, car l'agriculture et la foresterie, qui représentent ensemble plus de 80 % des terres de l'Union, peuvent jouer un rôle essentiel dans ce processus, ces secteurs étant les seuls en mesure d'absorber le CO<sub>2</sub> et de fournir les puits de carbone dont on a tant besoin.*

#### **Amendement 413 Manuel Bompard**

**Proposition de règlement  
Article 10 – paragraphe 1 – point 12 quater (nouveau)  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 44**

*Texte actuel*

*Amendement*

Rotation des cultures

**(12 quater) L'article 44 est remplacé par le texte suivant :**

«Rotation des cultures

[...]

*Lorsque les terres arables de l'agriculteur couvrent plus de 10 hectares et ne sont pas entièrement consacrées à des cultures sous eau pendant une grande partie de l'année ou pendant une grande partie du cycle de culture, ces terres arables comprennent une rotation des cultures, avec au moins quatre cultures sur sept ans par parcelle, dont au moins un protéagineux, à l'exception des prairies temporaires et des cultures pérennes.»*

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)

#### **Amendement 414** **Manuel Bompard**

##### **Proposition de règlement**

##### **Article 10 – paragraphe 1 – point 12 quinquies (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 46 – paragraphe 1 – alinéa 1

##### *Texte actuel*

1. Lorsque les terres arables d'une exploitation couvrent plus de quinze hectares, les agriculteurs veillent à ce que, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, une surface correspondant à au moins 5 % des terres arables de l'exploitation que l'agriculteur a déclarées conformément à l'article 72, paragraphe 1, premier alinéa, point a), du règlement (UE) n° 1306/2013 et incluant, si elles sont considérées comme *surface d'intérêt écologique* par l'État membre conformément au paragraphe 2 du présent article, les surfaces mentionnées audit paragraphe, points c), d), g) et h), constitue une *surface d'intérêt écologique*.

##### *Amendement*

*(12 quinquies) à l'article 46, paragraphe 1, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :*

«1. Lorsque les terres arables d'une exploitation couvrent plus de quinze hectares, les agriculteurs veillent à ce que, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, une surface correspondant à au moins 5 % des terres arables de l'exploitation que l'agriculteur a déclarées conformément à l'article 72, paragraphe 1, premier alinéa, point a), du règlement (UE) n° 1306/2013 et incluant, si elles sont considérées comme *infrastructures agro-écologiques* par l'État membre conformément au paragraphe 2 du présent article, les surfaces mentionnées audit paragraphe, points c), d), g) et h), constitue une *infrastructure agro-écologique*.»

Or. fr

**Amendement 415**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 sexies (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 46 – paragraphe 2 - alinéa 1

*Texte actuel*

*Amendement*

2. Le **1<sup>er</sup> août 2014** au plus tard, les États membres décident que l'une ou plusieurs des surfaces ci-après doivent être considérées comme des **surfaces d'intérêt écologique**:

- a) les terres en jachère;
- b) les **terrasses**;
- c) les **particularités topographiques, y compris les particularités adjacentes aux terres arables de l'exploitation qui, par dérogation à l'article 43, paragraphe 1, du présent règlement peuvent comprendre des particularités topographiques qui ne figurent pas dans la surface admissible conformément à l'article 76, paragraphe 2, point c), du règlement (UE) no 1306/2013**;
- d) les **bandes tampons, y compris les bandes tampons recouvertes par des prairies permanentes à condition qu'elles soient distinctes de la surface agricole adjacente admissible**;
- e) les **hectares en agroforesterie qui reçoivent ou qui ont reçu une aide au titre de l'article 44 du règlement (CE) no 1698/2005 et/ou de l'article 23 du règlement (UE) no 1305/2013**;
- f) les **bandes d'hectares admissibles**

**(12 sexies) à l'article 46, paragraphe 2, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :**

«2. Le **1<sup>er</sup> octobre 2020** au plus tard, les États membres décident que l'une ou plusieurs des surfaces ci-après doivent être considérées comme des **infrastructures agro-écologiques** :

- a) les terres en jachère;
- b) les **terres en jachère mellifère**;
- c) les **groupes d'arbres, bosquets**;
- d) les **mares**;
- e) les **surfaces boisées**;
- f) les **arbres isolés**;

*bordant des forêts;*

g) les *surfaces plantées de taillis à courte rotation sans l'utilisation d'engrais minéraux et/ou de produits phytopharmaceutiques;*

h) les *surfaces boisées visées à l'article 32, paragraphe 2, point b) ii), du présent règlement;*

i) les *surfaces portant des cultures dérobées ou à couverture végétale établies par la plantation et la germination de semences, soumises à l'application des coefficients de pondération visés au paragraphe 3 du présent article;*

j) les *surfaces portant des plantes fixant l'azote;*

g) les *haies ou bandes boisées;*

h) les *arbres alignés;*

i) les *fossés;*

j) les *murs traditionnels en pierre.*

*L'infrastructure agro-écologique est située sur les terres arables de l'exploitation. Elle ne doit pas faire l'objet d'une utilisation de produits phytosanitaires ni de fertilisants.»*

*k) les surfaces portant du Miscanthus;*

*l) les surfaces portant du Silphium perfoliatum;*

*m) les surfaces de jachères mellifères (composées d'espèces riches en pollen et nectar).*

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

**Amendement 416**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 septies (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 46 – paragraphe 3

*Texte actuel*

*Amendement*

*(12 septies) à l'article 46, le paragraphe 3 est remplacé par le texte*

3. Afin de simplifier les procédures administratives et de tenir compte des caractéristiques des différents types **de surfaces d'intérêt écologique énumérés** au premier alinéa du paragraphe 2, et afin de pouvoir les mesurer plus facilement, les États membres peuvent, lorsqu'ils calculent le nombre total d'hectares représenté par la **surface d'intérêt écologique** de l'exploitation, utiliser les coefficients de conversion et/ou de pondération prévus à l'annexe X. **Si un État membre décide de considérer comme surface d'intérêt écologique les surfaces mentionnées au paragraphe 2, premier alinéa, point i), ou toute autre surface qui est soumise à une pondération inférieure à 1, l'utilisation des coefficients de pondération prévus à l'annexe X est obligatoire.**

**suivant :**

«3. Afin de simplifier les procédures administratives et de tenir compte des caractéristiques des différents types **d'infrastructures agro-écologiques énumérées** au premier alinéa du paragraphe 2, et afin de pouvoir les mesurer plus facilement, les États membres peuvent, lorsqu'ils calculent le nombre total d'hectares représenté par la **zone** de l'exploitation **sur laquelle est située l'infrastructure agro-écologique**, utiliser les coefficients de conversion et/ou de pondération prévus à l'annexe X.»

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

**Amendement 417**  
**Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 octies (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 46 – paragraphe 4

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(12 octies) à l'article 46, le paragraphe 4 est supprimé.**

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

**Amendement 418**  
**Manuel Bompard**

## Proposition de règlement

### Article 10 – paragraphe 1 – point 12 nonies (nouveau)

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 46 – paragraphe 5

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(12 nonies) à l'article 46, le  
paragraphe 5 est supprimé.**

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

## Amendement 419

Manuel Bompard

## Proposition de règlement

### Article 10 – paragraphe 1 – point 12 decies (nouveau)

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 46 – paragraphe 8

*Texte actuel*

*Amendement*

**(12 decies) à l'article 46, le  
paragraphe 8 est remplacé par le texte  
suivant :**

8. Les États membres notifient à la Commission les décisions qu'ils prennent en vertu du paragraphe 2 le **1<sup>er</sup> août 2014** au plus tard, ainsi que toutes décisions visées aux paragraphes 3, 5, 6 ou 7 au plus tard le **1<sup>er</sup> août** de l'année précédant leur application.

« 8. Les États membres notifient à la Commission les décisions qu'ils prennent en vertu du paragraphe 2 le **1<sup>er</sup> octobre 2020** au plus tard, ainsi que toutes décisions visées aux paragraphes 3, 6 ou 7 au plus tard le **1<sup>er</sup> octobre** de l'année précédant leur application. »

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

## Amendement 420

Manuel Bompard

## Proposition de règlement

### Article 10 – paragraphe 1 – point 12 undecies (nouveau)

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 46 – paragraphe 9



9. La Commission est habilitée, en conformité avec l'article 70, à adopter des actes délégués:

- a) *fixant de nouveaux critères pour déterminer quels types de surfaces visés au paragraphe 2 peuvent être considérés comme surfaces d'intérêt écologique;*
- b) *ajoutant d'autres types de surfaces que ceux mentionnés au paragraphe 2 qui peuvent être pris en considération aux fins de respecter le pourcentage visé au paragraphe 1;*
- c) *adaptant l'annexe X afin d'établir les coefficients de conversion et de pondération visés au paragraphe 3 et de tenir compte des critères et/ou des types de surface définis par la Commission aux points a) et b) du présent paragraphe;*
- d) *fixant des règles pour la mise en œuvre visée aux paragraphes 5 et 6, y compris les exigences minimales d'une telle mise en œuvre;*
- e) *établissant le cadre dans lequel les États membres doivent définir les critères que doivent remplir les exploitations pour être considérées comme étant à proximité immédiate aux fins du paragraphe 6;*
- f) *établissant les méthodes de détermination du pourcentage de surface de terre totale couverte par la forêt et du ratio de terres de forêt par rapport aux terres agricoles, visé au paragraphe 7.*

***(12 undecies) à l'article 46, le paragraphe 9 est remplacé par le texte suivant :***

«9. La Commission est habilitée, en conformité avec l'article 70, à adopter des actes délégués:

- a) *fixant des règles pour la mise en œuvre visée au paragraphe 6, y compris les exigences minimales de telles mises en œuvre;*
- b) *établissant le cadre dans lequel les États membres doivent définir les critères que doivent remplir les exploitations pour être considérées comme étant à proximité immédiate aux fins du paragraphe 6;*
- c) *établissant les méthodes de détermination du pourcentage de surface de terre totale couverte par la forêt et du ratio de terres de forêt par rapport aux terres agricoles, visé au paragraphe 7. »*

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

**Amendement 421**  
**Paolo De Castro, Dacian Cioloș**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 12 ter (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 47 – paragraphe 1

*Texte en vigueur*

*Amendement*

1. Afin de financer le paiement **visé au présent chapitre**, les États membres utilisent 30 % du plafond national annuel établi à l'annexe II.

**(12 ter) à l'article 47, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:**

«1. Afin de financer le paiement **en faveur de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement**, les États membres utilisent 30 % du plafond national annuel établi à l'annexe II, **et peuvent utiliser jusqu'à 3 % supplémentaires de ce plafond pour financer le paiement en faveur de pratiques ayant pour objectif d'atteindre la neutralité carbone visée à l'article 43, paragraphe 4 bis.**»

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

*Justification*

*La lutte contre le changement climatique exige des mesures urgentes pour respecter les engagements de l'Union dans le cadre du pacte vert et ouvrir la voie à des réductions supplémentaires des émissions de gaz à effet de serre en vue de la neutralité carbone. Par conséquent, l'amendement vise à rendre les dispositions actuelles d'«écologisation» plus ambitieuses et à améliorer la gestion et l'utilisation, par les agriculteurs, des terres et des ressources naturelles de l'Union européenne, car l'agriculture et la foresterie, qui représentent ensemble plus de 80 % des terres de l'Union, peuvent jouer un rôle essentiel dans ce processus, ces secteurs étant les seuls en mesure d'absorber le CO<sub>2</sub> et de fournir les puits de carbone dont on a tant besoin.*

**Amendement 422**  
**Bronis Ropé**  
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013  
Article 58 – paragraphe 3 – premier alinéa – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

– Bulgarie: **649,45** EUR,

– Bulgarie: **X\*** EUR,

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### **Amendement 423**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – premier alinéa – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

– Grèce: **234,18** EUR,

– Grèce: **X\*** EUR,

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

#### **Amendement 424**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – premier alinéa – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

– Espagne: **362,15** EUR,

*Amendement*

– Espagne: **X\*** EUR,

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 425**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – premier alinéa – quatrième tiret

*Texte proposé par la Commission*

– Portugal: **228,00** EUR.

*Amendement*

– Portugal: **X\*** EUR.

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 426**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – deuxième alinéa – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

– Bulgarie: **624,11** EUR,

*Amendement*

– Bulgarie: **X\*** EUR,

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 427**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – deuxième alinéa – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

– Grèce: **225,04** EUR,

*Amendement*

– Grèce: **X\*** EUR,

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

**Amendement 428**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – deuxième alinéa – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

– Espagne: **348,03** EUR,

– Espagne: **X\*** EUR,

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### **Amendement 429**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 13**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Article 58 – paragraphe 3 – deuxième alinéa – quatrième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

– Portugal: **219,09** EUR.

– Portugal: **X\*** EUR.

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

### **Amendement 430**

**Manuel Bompard**

#### **Proposition de règlement**

**Article 10 – paragraphe 1 – point 13 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 61 – paragraphe 1

*Texte actuel*

*Amendement*

**(13 bis)**

**à l'article 61, le**

**paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :**

1. Les États membres **peuvent** mettre en place un régime pour les petits agriculteurs conformément aux conditions prévues au présent titre (ci-après dénommé "régime des petits agriculteurs"). Les agriculteurs qui, en 2015, détiennent en propriété ou par bail des droits au paiement ou, dans les États membres appliquant l'article 36, demandent à bénéficier du régime de paiement unique à la surface, et respectent les exigences minimales prévues à l'article 10, paragraphe 1, peuvent choisir de participer au régime des petits agriculteurs.

«1. Les États membres **doivent** mettre en place un régime pour les petits agriculteurs conformément aux conditions prévues au présent titre (ci-après dénommé "régime des petits agriculteurs"). Les agriculteurs qui, en 2015, détiennent en propriété ou par bail des droits au paiement ou, dans les États membres appliquant l'article 36, demandent à bénéficier du régime de paiement unique à la surface, et respectent les exigences minimales prévues à l'article 10, paragraphe 1, peuvent choisir de participer au régime des petits agriculteurs.»

Or. fr

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)

## **Amendement 431** **Manuel Bompard**

**Proposition de règlement**  
**Article 10 – paragraphe 1 – point 13 ter (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 63

*Texte actuel*

*Amendement*

Article 63

Montant du paiement

1. Les États membres fixent le montant du paiement annuel pour chaque agriculteur participant au régime des petits agriculteurs à un **des niveaux suivants**:

**a) à un niveau ne dépassant pas 25 % du paiement moyen national par bénéficiaire, qui est établi par les États membres sur la base du plafond national fixé à l'annexe II pour l'année civile 2019 et du nombre d'agriculteurs ayant déclaré des**

**(13 ter) l'article 63 est remplacé par le texte suivant :**

«Article 63

Montant du paiement

Les États membres fixent le montant du paiement annuel pour chaque agriculteur participant au régime des petits agriculteurs à un niveau **qui n'est pas** inférieur à 500 EUR **ni** supérieur à **5 000 EUR.**»

*hectares admissibles au titre de l'article 33, paragraphe 1, ou de l'article 36, paragraphe 2, en 2015;*

*b) à un niveau correspondant au paiement moyen national par hectare multiplié par un chiffre correspondant à un nombre d'hectares à fixer par les États membres, sans pouvoir dépasser cinq. Le paiement moyen national par hectare est établi par les États membres sur la base du plafond national fixé à l'annexe II pour l'année civile 2019 et du nombre d'hectares admissibles déclarés en 2015 conformément à l'article 33, paragraphe 1, ou à l'article 36, paragraphe 2.*

*Les montants visés aux points a) ou b) du premier alinéa, ne sont pas inférieurs à 500 EUR et ne sont pas supérieurs à 1 250 EUR.*

*Lorsque l'application des points a) et b) du premier alinéa, aboutit à un montant inférieur à 500 EUR ou supérieur à 1 250 EUR, celui-ci est augmenté ou réduit, selon le cas, de manière à être arrondi audit montant minimum ou maximum.*

*2. Par dérogation au paragraphe 1, un État membre peut décider d'octroyer aux agriculteurs participants:*

*a) un montant égal à la valeur totale des paiements directs devant être attribués chaque année à l'agriculteur en vertu des titres III et IV; ou*

*b) un montant égal à la valeur totale des paiements directs devant être attribués aux agriculteurs en 2015 en vertu des titres III et IV, que cet État membre peut ajuster au cours des années ultérieures pour tenir compte proportionnellement des modifications apportées au plafond national énoncé à l'annexe II.*

*Le montant visé aux points a) ou b) du premier alinéa n'est pas supérieur à un montant fixé par ledit État membre, lequel*



*est compris entre 500 EUR et 1 250 EUR.*

*Lorsque l'application des points a) ou b) du premier alinéa aboutit à un montant inférieur à 500 EUR, l'État membre concerné peut décider d'arrondir ce montant à 500 EUR.*

*3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, à Chypre, en Croatie, à Malte et en Slovénie, le montant visé auxdits paragraphes peut être fixé à une valeur inférieure à 500 EUR, mais qui n'est pas inférieure à 200 EUR ou, dans le cas de Malte, qui n'est pas inférieure à 50 EUR.*

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

#### **Amendement 432**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 29 – paragraphe 2 – premier alinéa – point a

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

a) **11 098 000** EUR pour la Grèce;

a) **X\*** EUR pour la Grèce;

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

#### **Amendement 433**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 29 – paragraphe 2 – premier alinéa – point b

*Texte proposé par la Commission*

b) **576 000** EUR pour la France;

*Amendement*

b) **X\*** EUR pour la France;

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

**Amendement 434**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 29 – paragraphe 2 – premier alinéa – point c

*Texte proposé par la Commission*

c) **35 991 000** EUR pour l'Italie.

*Amendement*

c) **X\*** EUR pour l'Italie.

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

**Amendement 435**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1308/2013  
Article 29 – paragraphe 2 – deuxième alinéa – point a

*Texte proposé par la Commission*

a) **10 666 000** EUR pour la Grèce;

*Amendement*

a) **X\*** EUR pour la Grèce;

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

### **Amendement 436**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 11 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 29 – paragraphe 2 – deuxième alinéa – point b

*Texte proposé par la Commission*

b) **554 000** EUR pour la France;

*Amendement*

b) **X\*** EUR pour la France;

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

### **Amendement 437**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

##### **Article 11 – paragraphe 1 – point 1**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 29 – paragraphe 2 – deuxième alinéa – point c

*Texte proposé par la Commission*

c) **34 590 000** EUR pour l'Italie.

*Amendement*

c) **X\*** EUR pour l'Italie.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

### **Amendement 438**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 58 – paragraphe 2 – premier alinéa

*Texte proposé par la Commission*

Pour ce qui est de l'Allemagne, le financement de l'Union pour le paiement aux organisations de producteurs prévu au paragraphe 1 s'élève pour 2020 à **2 277 000** EUR par an.

*Amendement*

Pour ce qui est de l'Allemagne, le financement de l'Union pour le paiement aux organisations de producteurs prévu au paragraphe 1 s'élève pour 2020 à **X\*** EUR par an.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

### **Amendement 439**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1308/2013  
Article 58 – paragraphe 2 – deuxième alinéa

*Texte proposé par la Commission*

Pour ce qui est de l'Allemagne, le financement de l'Union pour le paiement aux organisations de producteurs prévu au paragraphe 1 s'élève pour 2021 à **2 188 000** EUR par an.

*Amendement*

Pour ce qui est de l'Allemagne, le financement de l'Union pour le paiement aux organisations de producteurs prévu au paragraphe 1 s'élève pour 2021 à **X\*** EUR par an.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

**Amendement 440**

**Mara Bizzotto, Angelo Ciocca, Massimo Casanova, Gilles Lebreton**

**Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 2 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 68 – paragraphe 1

*Texte actuel*

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au

*Amendement*

**2 bis. à l'article 68, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:**

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au

31 décembre 2020.

31 décembre 2024.

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

*Justification*

*Cette possibilité est une mesure importante qui garantit plus de temps pour l'utilisation des droits de plantation détenus par les entreprises vitivinicoles qui souhaitent renforcer et rationaliser leur potentiel viticole.*

**Amendement 441**  
**Nicola Procaccini**

**Proposition de règlement**  
**Article 11 – paragraphe 1 – point 2 bis (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 1308/2013  
Article 68 – paragraphe 1

*Texte en vigueur*

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au **31 décembre 2020**.

*Amendement*

***(2 bis) à l'article 68, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:***

«1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au **31 décembre 2027**.»

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

*Justification*

*La possibilité de convertir les droits de plantation en autorisations devrait être prolongée dans le but de préserver le potentiel de viticulture actuel et d'assurer sa pleine utilisation.*

**Amendement 442**

**Daniela Rondinelli, Dino Giarrusso**

**Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 2 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 68 – paragraphe 1

*Texte actuel*

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au 31 décembre **2020**.

*Amendement*

**2 bis. à l'article 68, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:**

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au 31 décembre **2027**.

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

*Justification*

*Il est proposé d'étendre la possibilité de convertir les droits de plantation en autorisations afin de sauvegarder le potentiel vitivinicole actuel et de garantir sa pleine utilisation.*

**Amendement 443**

**Paolo De Castro, Herbert Dorfmann, Pina Picierno**

## Proposition de règlement

### Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 2 bis (nouveau)

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 68 – paragraphe 1

#### *Texte actuel*

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au 31 décembre **2020**.

#### *Amendement*

### **2 ter. à l'article 68, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:**

1. Les droits de plantation octroyés à des producteurs conformément aux articles 85 nonies, 85 decies ou 85 duodecies du règlement (CE) n° 1234/2007 avant le 31 décembre 2015 qui n'ont pas été utilisés par ces producteurs et qui sont encore valables à cette date peuvent être convertis en autorisations en vertu du présent chapitre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La conversion des droits en autorisations a lieu sur demande des producteurs présentée avant le 31 décembre 2015. Les États membres peuvent décider d'autoriser les producteurs à présenter cette demande jusqu'au 31 décembre **2027**.

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

#### *Justification*

*L'amendement vise à accorder aux États membres une plus grande flexibilité en ce qui concerne la gestion des droits de plantation de vignobles octroyés avant le 31 décembre 2015 et qui sont encore valables. Cette possibilité est une mesure transitoire importante qui garantit plus de temps pour l'utilisation des droits de plantation détenus par les entreprises vitivinicoles qui souhaitent renforcer et rationaliser leur potentiel viticole.*

## Amendement 444

**Mara Bizzotto, Angelo Ciocca, Massimo Casanova, Gilles Lebreton**

## Proposition de règlement

### Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 2 ter (nouveau)

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 68 – paragraphe 2



*Texte actuel*

*Amendement*

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2023**.

**2 bis.** *à l'article 68, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:*

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2027**.

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

*Justification*

*Cette possibilité est une mesure transitoire importante qui garantit plus de temps pour l'utilisation des droits de plantation détenus par les entreprises vitivinicoles qui souhaitent renforcer et rationaliser leur potentiel viticole.*

#### **Amendement 445**

**Daniela Rondinelli, Dino Giarrusso**

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 2 ter (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 68 – paragraphe 2

*Texte actuel*

*Amendement*

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2023**.

**2 ter.** *à l'article 68, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:*

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2030**.

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)

*Justification*

*Il est proposé d'étendre la possibilité de convertir les droits de plantation en autorisations afin de sauvegarder le potentiel viticole actuel et de garantir sa pleine utilisation.*

**Amendement 446**  
**Nicola Procaccini**

**Proposition de règlement**  
**Article 11 – paragraphe 1 – point 2 ter (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 1308/2013  
Article 68 – paragraphe 2

*Texte en vigueur*

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2023**.

*Amendement*

***(2 ter) à l'article 68, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:***

«2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2030**.»

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)

*Justification*

*La possibilité de convertir les droits de plantation en autorisations devrait être prolongée dans le but de préserver le potentiel de viticulture actuel et d'assurer sa pleine utilisation.*

**Amendement 447**  
**Paolo De Castro, Herbert Dorfmann, Pina Picierno**

**Proposition de règlement**  
**Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 2 ter (nouveau)**

*Texte actuel*

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2023**.

*Amendement*

**2 ter.** à l'article 68, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

2. Les autorisations octroyées en vertu du paragraphe 1 ont une durée de validité identique à celle des droits de plantation visés au paragraphe 1. Si elles ne sont pas utilisées, elles expirent au plus tard le 31 décembre 2018 ou, lorsqu'un État membre a pris la décision visée au paragraphe 1, deuxième alinéa, au plus tard le 31 décembre **2030**.

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

*Justification*

*L'amendement vise à accorder aux États membres une plus grande flexibilité en ce qui concerne la gestion des droits de plantation de vignobles octroyés avant le 31 décembre 2015 et qui sont encore valables. Cette possibilité est une mesure importante qui garantit plus de temps pour l'utilisation des droits de plantation détenus par les entreprises viticoles qui souhaitent renforcer et rationaliser leur potentiel viticole.*

**Amendement 448**

**Paolo De Castro, Pina Picierno**

**Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 2 quater (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 154 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(2 quater)** à l'article 154, le paragraphe suivant est inséré:

**«2 bis. Les États membres peuvent reconnaître en tant qu'organisation de producteurs un groupement de producteurs au sens des articles 3 et 45 du règlement (UE) n° 1151/2012. Dans ces**

*cas, la “circonscription économique” désigne la zone géographique indiquée dans le cahier des charges du produit.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

#### *Justification*

*L’amendement vise à donner expressément à des groupements de producteurs d’indications géographiques (IG) la possibilité d’être reconnus comme des organisations de producteurs par les États membres lorsqu’ils respectent toutes les conditions établies par l’article 152 du règlement (UE) n° 1038/2013, selon les objectifs convergents poursuivis.*

#### **Amendement 449**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Isabel Carvalhais, Pina Picierno, Ivo Hristov, Robert Hajšel**

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 2 quinquies (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 167 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(2 quinquies) au titre II, chapitre III, section 4, l’article suivant est inséré:*

*«Article 167 bis*

*Règles de commercialisation visant à améliorer et à stabiliser le fonctionnement du marché commun de l’huile d’olive*

*1. Afin d’améliorer et de stabiliser le fonctionnement du marché commun de l’huile d’olive, les États membres producteurs peuvent définir des règles de commercialisation portant sur la régulation de l’offre. Ces règles sont proportionnées par rapport à l’objectif poursuivi et ne doivent pas:*

*a) concerner des transactions après la première mise sur le marché du produit concerné;*

*b) autoriser la fixation de prix, y compris à titre indicatif ou de recommandation;*

*c) bloquer un pourcentage excessif de la récolte normalement disponible.*

*2. Les règles prévues au paragraphe 1 sont portées in extenso à la connaissance des opérateurs par leur parution dans une publication officielle de l'État membre concerné.*

*3. Les États membres notifient à la Commission toute décision prise en application du présent article.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

#### *Justification*

*L'ajout d'un nouvel article vise à appliquer un mécanisme similaire à celui énoncé à l'article 167 du règlement (UE) n° 1308/2013 pour le secteur viticole au secteur de l'huile d'olive, ce qui permettrait de répondre aux besoins spécifiques du marché en améliorant son potentiel en matière d'autorégulation.*

#### **Amendement 450**

**Jérémy Decerle, Irène Tolleret**

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – point 2 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Article 211 – paragraphe 2 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

*(2 bis) à l'article 211, le paragraphe suivant est ajouté:*

*«2 bis. Par dérogation au paragraphe 1 et afin de limiter les effets de la variabilité du revenu, en encourageant les agriculteurs à constituer une épargne pendant les bonnes années pour faire face aux mauvaises années, les articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne s'appliquent pas aux mesures fiscales nationales en vertu desquelles les États membres décident de s'écarter des règles fiscales générales en autorisant le calcul de*

*l'assiette de l'impôt sur le revenu appliqué aux agriculteurs sur la base d'une période pluriannuelle, y compris en différant une partie de l'assiette de l'impôt, ou en permettant l'exclusion des montants placés sur un compte d'épargne agricole dédié.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

#### *Justification*

*Afin d'aider les agriculteurs à faire face à la variabilité du revenu, les États membres peuvent adapter leurs mesures fiscales nationales pour autoriser la base d'une période pluriannuelle ou l'exclusion temporaire des montants placés sur des comptes d'épargne dédiés. Ces mesures devraient être exemptées des règles en matière d'aides État.*

#### **Amendement 451**

**Herbert Dorfmann, Paolo De Castro**

#### **Proposition de règlement**

**Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 3 bis (nouveau)**

Règlement (UE) n° 1308/2013

Annexe VIII – partie I – point D – paragraphe 7 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***3 bis. à l'annexe VIII – partie I – point D, le paragraphe suivant est inséré:***

***«Par dérogation aux paragraphes 1 et 3, les États membres peuvent, dans des cas limités et dûment justifiés et lorsque les caractéristiques de la production et de l'environnement sont homogènes, autoriser que les opérations visées aux points B et C soient effectuées dans une zone viticole limitrophe à celle où les raisins frais utilisés ont été récoltés.»***

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

## Amendement 452

Herbert Dorfmann, Paolo De Castro

### Proposition de règlement

#### Article 11 – paragraphe 1 – alinéa 3 ter (nouveau)

Règlement (UE) n° 1308/2013

Annexe VIII – partie I – point D – paragraphe 7 ter (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**3 ter.** à l'annexe VIII – partie I – point D, le paragraphe suivant est inséré:

**«Dans les territoires viticoles concernés par la zone frontalière de deux zones viticoles et lorsque les caractéristiques de la production et de l'environnement sont homogènes, les États membres, par dérogation aux paragraphes 1 et 3, peuvent autoriser que les opérations visées aux points B et C soient effectuées dans une zone viticole limitrophe à celle où les raisins frais utilisés ont été récoltés.»**

Or. it

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1308-20190101&from=FR>)*

## Amendement 453

Jérémy Decerle, Irène Tolleret

### Proposition de règlement

#### Article 12 – paragraphe -1 (nouveau)

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 22 bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

**(-1)** l'article suivant est ajouté :

**«Article 22 bis - Accords interprofessionnels**

**1. Par dérogation aux articles 164 et 165 du règlement (UE) n° 1308/2013, lorsqu'une organisation interprofessionnelle reconnue en vertu de l'article 157 du règlement (UE) n° 1308/2013, opérant dans une région**

*ultrapériphérique et considérée comme représentative de la production ou du commerce ou de la transformation d'un ou de plusieurs produits donnés, l'État membre concerné peut, à la demande de cette organisation, rendre obligatoires pour une durée d'un an renouvelable, des accords, des décisions ou des pratiques concertées arrêtés par cette organisation pour d'autres opérateurs, individuels ou non, opérant dans la région ultrapériphérique en question et non membres de ladite organisation.*

*2. Dans le cas où les règles d'une organisation interprofessionnelle reconnue sont étendues au titre du paragraphe 1 et lorsque les activités couvertes par ces règles présentent un intérêt économique général pour les opérateurs économiques dont les activités sont liées aux produits uniquement destinés au marché local de cette même région ultrapériphérique, l'État membre peut décider, après consultation des acteurs concernés, que les opérateurs économiques individuels ou les groupes d'opérateurs non membres de l'organisation qui interviennent sur le marché en question sont redevables à l'organisation de tout ou partie des cotisations financières versées par les membres dans la mesure où ces dernières sont destinées à couvrir les coûts directement liés à la conduite des activités en question.*

*3. L'État membre concerné informe la Commission de tout accord étendu au titre du présent article.»*

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

#### *Justification*

*Il s'agit d'adapter l'extension des règles interprofessionnelles à la situation de filières des régions ultrapériphériques, dont les marchés sont particulièrement exposés aux variations de prix et à des importations qui peuvent fragiliser la production locale. Les organisations*



*interprofessionnelles mettent en place des accords de collecte ou de diffusion de données et les cotisations perçues au titre de ces accords doivent pouvoir être étendues par l'État membre à l'ensemble des produits agricoles mis sur le marché local, sans distinction de provenance.*

**Amendement 454**

**Álvaro Amaro**

au nom du groupe PPE

**Proposition de règlement**

**Article 12 - paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 - paragraphe 2 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français d'outre-mer: **267 580 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français d'outre-mer: **278 410 000** EUR,

Or. pt

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 455**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Ivo Hristov, Marc Tarabella, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 2 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français d'outre-mer: **267 580 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français d'outre-mer: **278 410 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles de ce règlement.*

**Amendement 456**  
**Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 2 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français  
d’outre-mer : **267 580 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français  
d’outre-mer : **278 410 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement propose un maintien du niveau du soutien actuel. Pour rappel, sous la mandature précédente, la commission de l’agriculture a voté ce maintien. Par ailleurs, le commissaire Hogan avait promis ce même maintien.*

**Amendement 457**  
**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 2 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français  
d’outre-mer: **267 580 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français  
d’outre-mer: **278 410 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le programme POSEI est fondamental pour traiter les difficultés particulières liées à l’emplacement géographique spécifique des régions ultrapériphériques, telles que définies à l’article 349 du traité FUE. Les dotations financières devraient être maintenues, au minimum, aux niveaux actuellement prévus par le règlement (UE) n° 228/2013. Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles.*

**Amendement 458**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 2 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français  
d’outre-mer : **267 580 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français  
d’outre-mer : **278 410 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés aux départements français d’outre-mer dans le cadre du POSEI, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d’un accord et les engagements pris par le président de la Commission Jean-Claude Juncker à Cayenne le 27 octobre 2017.*

**Amendement 459**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 2 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français  
d’outre-mer: **267 580 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français  
d’outre-mer: **X\*** EUR,

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 460**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 2 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**102 080 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**106 210 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles de ce règlement.*

**Amendement 461**

**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**

**Article 12 - paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 - paragraphe 2 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**102 080 000** EUR

— pour les Açores et Madère:  
**106 210 000** EUR,

Or. pt

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 462**

**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 2 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**102 080 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**106 210 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le programme POSEI est fondamental pour traiter les difficultés particulières liées à l'emplacement géographique spécifique des régions ultrapériphériques, telles que définies à l'article 349 du traité FUE. Les dotations financières devraient être maintenues, au minimum, aux niveaux actuellement prévus par le règlement (UE) n° 228/2013. Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles.*

**Amendement 463**

**Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 2 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**102 080 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**106 210 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement propose un maintien du niveau du soutien actuel. Pour rappel, sous la mandature précédente, la commission de l'agriculture a voté ce maintien. Par ailleurs, le commissaire Hogan avait promis ce même maintien.*

**Amendement 464**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les Açores et Madère :  
**102 080 000** EUR,

*Amendement*

— pour les Açores et Madère :  
**106 210 000** EUR,

Or. fr

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés pour les Açores et Madère dans le cadre du POSEI, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord et les engagements pris par le président de la Commission Jean-Claude Juncker à Cayenne le 27 octobre 2017.*

**Amendement 465**  
**Bronis Ropé**  
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 228/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les Açores et Madère :  
**102 080 000** EUR,

*Amendement*

— pour les Açores et Madère :  
**X\*** EUR,

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>

**Amendement 466**  
**Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries :  
**257 970 000** EUR.

— pour les îles Canaries :  
**268 420 000** EUR.

Or. fr

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>

*Justification*

*Cet amendement propose un maintien du niveau du soutien actuel. Pour rappel, sous la mandature précédente, la commission de l'agriculture a voté ce maintien. Par ailleurs, le commissaire Hogan avait promis ce même maintien.*

**Amendement 467**  
**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 - paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 228/2013  
Article 30 - paragraphe 2 - troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**257 970 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**268 420 000** EUR.

Or. pt

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>

**Amendement 468**  
**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 228/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**257 970 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**268 420 000** EUR.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le programme POSEI est fondamental pour traiter les difficultés particulières liées à l'emplacement géographique spécifique des régions ultrapériphériques, telles que définies à l'article 349 du traité FUE. Les dotations financières devraient être maintenues, au minimum, aux niveaux actuellement prévus par le règlement (UE) n° 228/2013. Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles.*

**Amendement 469**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 228/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**257 970 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**268 420 000** EUR.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles de ce règlement.*

**Amendement 470**  
**Anne Sander**



**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les îles Canaries:  
**257 970 000** EUR.

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**268 420 000** EUR.

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés pour les îles Canaries dans le cadre du POSEI, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord et les engagements pris par le président de la Commission Jean-Claude Juncker à Cayenne le 27 octobre 2017.*

**Amendement 471**  
**Bronis Ropé**  
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 228/2013  
Article 30 – paragraphe 2 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les îles Canaries:  
**257 970 000** EUR.

*Amendement*

— pour les îles Canaries: **X\*** EUR.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02013R1305-20190301>)*

**Amendement 472**  
**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français  
d’outre-mer: **25 900 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français  
d’outre-mer: **35 000 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*L’amendement augmente le plafond financier actuel pour le régime spécifique d’approvisionnement des régions ultrapériphériques françaises. Cette modification n’a aucune incidence sur le budget global du programme.*

**Amendement 473**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français  
d’outre-mer : **25 900 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français  
d’outre-mer : **35 000 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants dans le cadre du POSEI, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le CFP 2021-2027 – et les engagements pris par le président de la Commission Jean-Claude Juncker à Cayenne le 27 octobre 2017. Il est également proposé une augmentation du plafond des seuls départements français d’outre-mer pour le régime spécifique d’approvisionnement. Cette*

*augmentation vise à répondre aux prévisions de croissance des besoins des chaînes d'alimentation animale et n'entraîne pas d'augmentation du budget POSEI global.*

**Amendement 474**

**Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français d'outre-mer : **25 900 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français d'outre-mer : **35 000 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement propose une augmentation du plafond des sommes pouvant être utilisées dans le régime spécial d'approvisionnement afin de répondre aux prévisions de croissance d'une production animale locale sans entraîner d'augmentation du budget global du POSEI ni retirer du financement aux RUP d'Espagne et du Portugal. Ces dernières années, la production des filières animales des DOM a augmenté, ce qui amène aussi à importer un peu plus d'alimentation pour cette production animale supplémentaire. On augmente le plafond du RSA pour réduire le coût d'importations de ces aliments.*

**Amendement 475**

**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**

**Article 12 - paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français d'outre-mer: **25 900 000** EUR

*Amendement*

— pour les départements français d'outre-mer: **26 900 000** EUR

Or. pt

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal->*

**Amendement 476**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français d'outre-mer: **25 900 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français d'outre-mer: **35 000 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Cet amendement augmente le plafond du régime spécifique d'approvisionnement des départements français d'outre-mer et n'entraîne pas d'augmentation du budget global du programme POSEI.*

**Amendement 477**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – premier tiret

*Texte proposé par la Commission*

— pour les départements français d'outre-mer: **25 900 000** EUR,

*Amendement*

— pour les départements français d'outre-mer: **X\*** EUR,

---

***\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.***

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 478**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**20 400 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**21 200 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient le plafond du régime spécifique d’approvisionnement de ce règlement.*

**Amendement 479**

**Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**20 400 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**21 200 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement propose un maintien du niveau du soutien actuel. Pour rappel, sous la mandature précédente, la commission de l’agriculture a voté ce maintien. Par ailleurs, le*

*commissaire Hogan avait promis ce même maintien.*

**Amendement 480**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**20 400 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**21 200 000** EUR,

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés pour les Açores et Madère dans le cadre du POSEI, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord et les engagements pris par le président de la Commission Jean-Claude Juncker à Cayenne le 27 octobre 2017.*

**Amendement 481**  
**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**  
**Article 12 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 228/2013  
Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**20 400 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**21 200 000** EUR,

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*L'amendement maintient les plafonds financiers actuels pour le régime spécifique d'approvisionnement.*

**Amendement 482**

**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**

**Article 12 - paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**20 400 000** EUR

— pour les Açores et Madère:  
**21 200 000** EUR

Or. pt

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 483**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – deuxième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les Açores et Madère:  
**20 400 000** EUR,

— pour les Açores et Madère:  
**X\*** EUR,

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 484**  
**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**69 900 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**72 700 000** EUR.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient les plafonds financiers actuels pour le régime spécifique d’approvisionnement.*

**Amendement 485**  
**Eric Andrieu**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**69 900 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**72 700 000** EUR.

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement propose un maintien du niveau du soutien actuel. Pour rappel, sous la mandature précédente, la commission de l’agriculture a voté ce maintien. Par ailleurs, le commissaire Hogan avait promis ce même maintien.*



**Amendement 486**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**69 900 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**72 700 000** EUR.

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=EN>)*

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés pour les îles Canaries dans le cadre du POSEI, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord et les engagements pris par le président de la Commission Jean-Claude Juncker à Cayenne le 27 octobre 2017.*

**Amendement 487**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato**

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**69 900 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**72 700 000** EUR.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient le plafond du régime spécifique d'approvisionnement de ce règlement.*

**Amendement 488**  
**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**

**Article 12 - paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – alinéa 1 – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**69 900 000** EUR.

— pour les îles Canaries:  
**72 700 000** EUR.

Or. pt

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 489**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**

**Article 12 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 228/2013

Article 30 – paragraphe 3 – premier alinéa – troisième tiret

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

— pour les îles Canaries:  
**69 900 000** EUR.

— pour les îles Canaries: **X\*** EUR.

---

*\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0228&from=FR>)*

**Amendement 490**

**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**

**Article 13 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 18 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 000 000** EUR.

*Amendement*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 930 000** EUR.

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)*

*Justification*

*Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles prévues par le règlement (UE) n° 229/2013.*

**Amendement 491**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**  
**Article 13 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 18 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 000 000** EUR.

*Amendement*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 930 000** EUR.

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=en>)*

*Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés aux îles mineures de la mer Égée, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord.*

**Amendement 492**  
**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato, Robert Hajšel**

**Proposition de règlement**  
**Article 13 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 18 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 000 000** EUR.

*Amendement*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 930 000** EUR.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)

*Justification*

*Le présent amendement maintient le plafond des dépenses actuel de ce règlement.*

**Amendement 493**  
**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**  
**Article 13 - paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 18 - paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2 L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 000 000** EUR.

*Amendement*

2 L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 930 000** EUR.

Or. pt

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)

**Amendement 494**  
**Bronis Ropé**  
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**  
**Article 13 – paragraphe 1**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Article 18 – paragraphe 2

*Texte proposé par la Commission*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **23 000 000** EUR.

*Amendement*

2. L'Union finance les mesures prévues aux chapitres III et IV à concurrence d'un montant de **X\*** EUR.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)

**Amendement 495**

**Clara Aguilera, Paolo De Castro, Pina Picierno, Marc Tarabella, Ivo Hristov, Juan Fernando López Aguilar, Gabriel Mato, Robert Hajšel**

**Proposition de règlement**

**Article 13 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 18 – paragraphe 3

*Texte proposé par la Commission*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d'approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **6 830 000** EUR.

*Amendement*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d'approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **7 110 000** EUR.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)

*Justification*

*Le présent amendement maintient les dispositions financières actuelles de ce règlement.*

**Amendement 496**

**Isabel Carvalhais**

**Proposition de règlement**

**Article 13 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 18 – paragraphe 3

*Texte proposé par la Commission*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d’approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **6 830 000** EUR. .

*Amendement*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d’approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **7 110 000** EUR.

Or. en

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)

*Justification*

*Le présent amendement maintient les plafonds financiers actuels pour le régime spécifique d’approvisionnement.*

**Amendement 497**

**Álvaro Amaro**

**Proposition de règlement**

**Article 13 - paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 18 - paragraphe 3

*Texte proposé par la Commission*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d’approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **6 830 000** EUR.

*Amendement*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d’approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **7 110 000** EUR.

Or. pt

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)

**Amendement 498**

**Anne Sander**

**Proposition de règlement**

**Article 13 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 18 – paragraphe 3

*Texte proposé par la Commission*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d’approvisionnement

*Amendement*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d’approvisionnement

visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **6 830 000** EUR.

visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **7 110 000** EUR.

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=en>)*

### *Justification*

*Cet amendement vise à rétablir les montants consacrés aux îles mineures de la mer Égée, en ligne avec la résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027 – Position du Parlement en vue d'un accord.*

### **Amendement 499**

**Bronis Ropé**

au nom du groupe Verts/ALE

### **Proposition de règlement**

**Article 13 – paragraphe 1**

Règlement (UE) n° 229/2013

Article 18 – paragraphe 3

#### *Texte proposé par la Commission*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d'approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **6 830 000** EUR.

#### *Amendement*

3. Le montant alloué pour financer le régime spécifique d'approvisionnement visé au chapitre III ne peut pas être supérieur à **X\*** EUR.

---

**\* Le montant sera inséré sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.**

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0229&from=fr>)*

### **Amendement 500**

**Bronis Ropé**

### **Proposition de règlement**

**Annexe I – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1305/2013

Annexe I – tableau B – colonne 2

*Texte proposé par la Commission*

(prix courants en EUR)

|                      | <b>2021</b>           |
|----------------------|-----------------------|
| Belgique             | <b>67 178 046</b>     |
| Bulgarie             | <b>281 711 396</b>    |
| République tchèque   | <b>258 773 203</b>    |
| Danemark             | <b>75 812 623</b>     |
| Allemagne            | <b>989 924 996</b>    |
| Estonie              | <b>87 875 887</b>     |
| Irlande              | <b>264 670 951</b>    |
| Grèce                | <b>509 591 606</b>    |
| Espagne              | <b>1 001 202 880</b>  |
| France               | <b>1 209 259 199</b>  |
| Croatie              | <b>281 341 503</b>    |
| Italie               | <b>1 270 310 371</b>  |
| Chypre               | <b>15 987 284</b>     |
| Lettonie             | <b>117 307 269</b>    |
| Lituanie             | <b>195 182 517</b>    |
| Luxembourg           | <b>12 290 956</b>     |
| Hongrie              | <b>416 202 472</b>    |
| Malte                | <b>12 207 322</b>     |
| Pays-Bas             | <b>73 151 195</b>     |
| Autriche             | <b>480 467 031</b>    |
| Pologne              | <b>1 317 890 530</b>  |
| Portugal             | <b>493 214 858</b>    |
| Roumanie             | <b>965 503 339</b>    |
| Slovénie             | <b>102 248 788</b>    |
| Slovaquie            | <b>227 682 721</b>    |
| Finlande             | <b>292 021 227</b>    |
| Suède                | <b>211 550 876</b>    |
| Total UE             | <b>11 230 561 046</b> |
| Assistance technique | <b>28 146 770</b>     |



|       |                       |
|-------|-----------------------|
| Total | <b>11 258 707 816</b> |
|-------|-----------------------|

*Amendement*

(prix courants en EUR)

|                    | <i>Période transitoire (montant annuel)*</i> |
|--------------------|--|
| Belgique           | <i>X</i>                                     |
| Bulgarie           | <i>X</i>                                     |
| République tchèque | <i>X</i>                                     |
| Danemark           | <i>X</i>                                     |
| Allemagne          | <i>X</i>                                     |
| Estonie            | <i>X</i>                                     |
| Irlande            | <i>X</i>                                     |
| Grèce              | <i>X</i>                                     |
| Espagne            | <i>X</i>                                     |
| France             | <i>X</i>                                     |
| Croatie            | <i>X</i>                                     |
| Italie             | <i>X</i>                                     |
| Chypre             | <i>X</i>                                     |
| Lettonie           | <i>X</i>                                     |
| Lituanie           | <i>X</i>                                     |
| Luxembourg         | <i>X</i>                                     |
| Hongrie            | <i>X</i>                                     |
| Malte              | <i>X</i>                                     |
| Pays-Bas           | <i>X</i>                                     |
| Autriche           | <i>X</i>                                     |
| Pologne            | <i>X</i>                                     |
| Portugal           | <i>X</i>                                     |
| Roumanie           | <i>X</i>                                     |
| Slovénie           | <i>X</i>                                     |
| Slovaquie          | <i>X</i>                                     |
| Finlande           | <i>X</i>                                     |
| Suède              | <i>X</i>                                     |

|                      |  |
|----------------------|--|
| Total UE             | X  |
| Assistance technique | X  |
| Total                | X  |
|                      | _____  |
|                      | <i>* Les montants seront insérés sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.</i> |

Or. en

**Amendement 501**  
**Bronis Ropé**

**Proposition de règlement**  
**Annexe II – paragraphe 1 – point 1**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Annexe II – tableau – colonne 7 bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

| <i>2021</i>      | <i>Période transitoire (montant annuel)*</i> |
|------------------|--|
| <i>485 604</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>773 772</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>838 844</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>846 125</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>4 823 108</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>167 722</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>1 163 938</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>1 856 029</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>4 710 172</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>7 147 787</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>344 340</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>3 560 186</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>46 750</i>    | <i>X</i>                                     |
| <i>299 634</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>510 820</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>32 131</i>    | <i>X</i>                                     |

|                  |          |
|------------------|----------|
| <b>1 219 770</b> | <b>X</b> |
| <b>4 507</b>     | <b>X</b> |
| <b>703 870</b>   | <b>X</b> |
| <b>664 820</b>   | <b>X</b> |
| <b>2 972 978</b> | <b>X</b> |
| <b>584 650</b>   | <b>X</b> |
| <b>1 856 173</b> | <b>X</b> |
| <b>129 053</b>   | <b>X</b> |
| <b>383 806</b>   | <b>X</b> |
| <b>506 000</b>   | <b>X</b> |
| <b>672 761</b>   | <b>X</b> |

---

*\* Les montants seront insérés sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

**Amendement 502**

**Irène Tolleret, Jérémie Decerle**

**Proposition de règlement**

**Annexe II – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 229/2013

Annexe III – tableau – ligne n° 1 – colonne 7 bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

2021

2021\*

---

*\* Avec des montants incluant les dépenses relatives aux opérations engagées dans le cadre de la programmation quinquennale précédente et pour lesquelles les paiements sont effectués au cours de la programmation quinquennale actuelle :*

Or. fr

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=EN>)*

*Justification*

*Il est important que les engagements pris dans les programmes viticoles avant le 16 octobre 2023 puissent continuer à être payés après cette date;*

**Amendement 503**

**Bronis Ropé**

**Proposition de règlement**

**Annexe II – paragraphe 1 – point 2**

Règlement (UE) n° 1307/2013

Annexe III – tableau – colonne 7 bis

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

| <i>2021</i>    | <i>Période transitoire (montant annuel)*</i> |
|----------------|--|
| <i>485,6</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>776,3</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>838,8</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>846,1</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>4 823,1</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>167,7</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>1 163,9</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>2 036,6</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>4 768,7</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>7 147,8</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>344,3</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>3 560,2</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>46,8</i>    | <i>X</i>                                     |
| <i>299,6</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>510,8</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>32,1</i>    | <i>X</i>                                     |
| <i>1 219,8</i> | <i>X</i>                                     |
| <i>4,5</i>     | <i>X</i>                                     |
| <i>703,9</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>664,8</i>   | <i>X</i>                                     |
| <i>2 973,0</i> | <i>X</i>                                     |

|         |   |
|---------|---|
| 584,8   | X |
| 1 856,2 | X |
| 129,1   | X |
| 383,8   | X |
| 506,0   | X |
| 672,8   | X |

---

*\* Les montants seront insérés sur la base du cadre financier pluriannuel convenu pour les années 2021 à 2027.*

Or. en

**Amendement 504**  
**Paolo De Castro, Dacian Cioloş**

**Proposition de règlement**  
**Annexe II – paragraphe 1 bis (nouveau)**  
Règlement (UE) n° 1307/2013  
Annexe IX bis (nouveau)

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

***L'annexe suivante est insérée dans le règlement (CE) n° 1307/2013:***

***«Annexe IX bis***

***Liste des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement visées à l'article 43, paragraphe 4 bis***

***(1) Digestion anaérobie***

***(2) Meilleure synchronisation de la fertilisation***

***(3) Inhibiteurs de nitrification***

***(4) Agriculture de précision***

***(5) Technologie à taux variable***

***(6) Augmentation de la part de légumineuses dans les prairies temporaires***

***(7) Mesures concernant le riz***

- (8) Histosols en jachère*
- (9) Alimentation pauvre en azote*
- (10) Additifs pour l'alimentation animale visant à réduire les émissions de méthane provenant de la fermentation entérique*
- (11) Augmentation des rendements laitiers des vaches laitières par des améliorations génétiques*
- (12) Augmentation de l'efficacité alimentaire chez les ruminants par des améliorations génétiques*
- (13) Additifs pour l'alimentation animale visant à réduire les émissions de méthane provenant de la fermentation entérique*
- (14) Vaccination contre certaines bactéries méthanogènes présentes dans la panse.»*

Or. en

*(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:02013R1307-20190301&from=FR>)*

*Justification*

*Cet amendement introduit une liste ouverte des options technologiques (c.-à-d. reposant sur la technique et la gestion) de réduction des émissions susceptibles d'être utilisées par les agriculteurs de l'Union, sur la base du rapport du CCR «An economic assessment of GHG mitigation policy options for EU agriculture» ([http://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC101396/jrc101396\\_ecampa2\\_final\\_report.pdf](http://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC101396/jrc101396_ecampa2_final_report.pdf)).*

**Amendement 505**  
**Anne Sander**

**Proposition de règlement**  
**Annexe III**  
Règlement (UE) n° 229/2013  
Annexe VI – Titre

*Texte proposé par la Commission*

LIMITES BUDGÉTAIRES DES  
PROGRAMMES D'AIDE (ARTICLE 44,  
PARAGRAPHE 1)

*Amendement*

LIMITES BUDGÉTAIRES DES  
PROGRAMMES D'AIDE (ARTICLE 44,  
PARAGRAPHE 1) \*

*\* Les montants comprennent également les dépenses relatives aux opérations engagées dans le cadre de la programmation quinquennale précédente et pour lesquelles les paiements sont effectués au cours de la programmation quinquennale actuelle.*

Or. fr

*Justification*

*Cet amendement est en cohérence avec l'amendement déposé au paragraphe 3 de l'article 7 de ce règlement relatif aux programmes nationaux vitivinicoles.*

**Amendement 506**  
**Bronis Ropé**

**Proposition de règlement**  
**Annexe III**  
Règlement (UE) n° 1308/2013  
Annexe IV – tableau – colonne 6

*Texte proposé par la Commission*

*Amendement*

à partir de 2021

à partir de 2021

*25 721*

*X\**

*4 954*

*X*

*37 381*

*X*

*23 030*

*X*

*202 147*

*X*

*269 628*

*X*

*10 410*

*X*

*323 883*

*X*

*4 465*

*X*

*43*

*X*

*—*

*—*

*27 970*

*X*

*—*

*—*

*13 155*

*X*

|               |          |
|---------------|----------|
| <b>62 670</b> | <b>X</b> |
| <b>45 844</b> | <b>X</b> |
| <b>4 849</b>  | <b>X</b> |
| <b>4 887</b>  | <b>X</b> |
| —             | —        |

---

*\* Les montants seront insérés sur la base  
du cadre financier pluriannuel convenu  
pour les années 2021 à 2027.*

Or. en